



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 JUIN 1915

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th JUNE, 1915

ARRÊTÉS EN CONSEIL.

No 536a.

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif, en date du premier juin 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le deux juin 1915.

CONCERNANT L'ANNEXION DU CANTON LATULIPE AUX CANTONS UNIS DE LAVERLOCHÈRE ET BABY POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du premier juin 1915, recommande que le canton Latulipe, situé dans le district électoral de Témiscaming, soit annexé pour les fins de la "Loi électorale de Québec" à la municipalité des cantons unis de Laverlochère et Baby, située dans le même district électoral.

(Certifié) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

No 537.

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif, en date du premier juin 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le deux juin 1915.

CONCERNANT L'ANNEXION DU CANTON BOTSFORD A LA PAROISSE DE SAINT-JOSEPH-DE-LA-RIVIERE-BLEUE POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du premier juin 1915, recommande que le canton Botsford, situé dans le district électoral de Témiscouata, soit annexé pour les fins de la "Loi électorale de Québec" à la municipalité

ORDERS IN COUNCIL.

No. 536a.

Copy of the report of a Committee of the Executive Council, bearing date the first June, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the second June, 1915.

RESPECTING THE ANNEXATION OF THE TOWNSHIP OF LATULIPE, TO THE UNITED TOWNSHIPS OF LAVERLOCHERE AND BABY, FOR THE PURPOSES OF THE "QUEBEC ELECTION ACT".

The Honourable the Prime Minister, in a report bearing date first June, 1915, recommends that the township of Latulipe, situate in the electoral district of Témiscaming, be annexed for the purposes of the "Quebec Election Act" to the municipality of the united townships of Laverlochère and Baby, situate in the same electoral district.

(Certified) A. MORISSET,
Clerk, Executive Council.

No. 537.

Copy of the report of a Committee of the Executive Council, bearing date the first June, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the second June, 1915.

RESPECTING THE ANNEXATION OF THE TOWNSHIP OF BOTSFORD TO THE PARISH OF SAINT-JOSEPH-DE-LA-RIVIERE-BLEUE, FOR THE PURPOSES OF THE "QUEBEC ELECTION ACT".

The Honourable the Prime Minister, in a report bearing date the first June, 1915, recommends that the township of Botsford, situate in the electoral district of Témiscouata, be annexed for the purposes of the "Quebec Election Act"

de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, située dans le même district électoral.

(Certifié) A. MORISSET,
3451 Greffier du Conseil exécutif.

to the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, situate in the same electoral district.

(Certified) A. MORISSET,
3452 Clerk, Executive Council.

Nominations

No 1860.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 2 juin 1915, de nommer M. l'Abbé Georges David Jean, curé, président des commissaires d'écoles pour la municipalité de Les Etroits du Lac Long, dans le comté de Témiscouata. 3469

Québec, 8 juin 1915.

Avis est par le présent donné que, le 26 février 1915, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer messieurs Arsène Gagnon et Jacques Caron, conseillers de la municipalité de Notre-Dame-des-Quinze-du-canton-Guigues, comté de Témiscamingue, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 3487

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC

L. S.
GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-cinq mai mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq juillet prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le vingt-cinq mai courant; vous convoquons par les présentes pour le CINQ JUILLET prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-septième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,

3235

L.-P. GEOFFRION.

Appointments

1860.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 2nd June, 1915, to appoint the Rev. Georges David Jean, curé, president of the school commissioners for the municipality of "Les Etroits du Lac Long", in the county of Temiscouata. 3470

Québec, 8th June, 1915.

Notice is hereby given that on the 26th February, 1915, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR was pleased to appoint Messrs. Arsène Gagnon and Jacques Caron, councillors of the municipality of Notre Dame des Quinze of the township of Guigues, county of Temiscamingue, in and by virtue of the provisions of article 327 of the Municipal Code. 3488

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC

L. S.
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty fifth of May, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth July next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty fifth May instant; and hereby convene you for the FIFTH of JULY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventeenth day of May, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3236

Avis du Gouvernement

La Compagnie Neuville, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi de compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1915, constituant en corporation M.M. Alphonse O. Beauchemin, ingénieur-civil; Adrien Lockquell, employé civil; Joachim Fortin, ingénieur-civil; Alphonse Gauthier, dessinateur; Duberger Gauvin, employé civil; de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Prendre des options sur tous terrains, carrières ou droits miniers dans la province et spécialement dans le comté de Portneuf, les explorer ou y faire des fouilles, les mettre en valeur comme lots à bâtir, carrière ou mines suivant le cas, les acquérir, les exploiter les louer, les échanger, les vendre, céder les options sur iceux ou en donner de nouvelles et faire au sujet des dits terrains, carrières ou droits de mines, tous contrats qu'une personne physique en possession de ses droits peut faire et les exécuter;

Faire les mêmes actes et exercer les mêmes attributions *mutatis mutandis*, relativement à tous pouvoirs d'eau dans le comté de Portneuf;

Faire enregistrer des marques de commerce, des brevets d'invention, des procédés ou formules de fabrication, en acheter ou autrement en acquérir, acheter ou autrement acquérir le droit de s'en servir, en disposer ou concéder à d'autres le droit de se servir de ceux appartenant à la compagnie;

Organiser, promouvoir et aider à l'organisation ou promotion et devenir actionnaire dans toute compagnie subsidiaire, alliée ou faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie;

Vendre tout ou aucune partie de l'actif de la compagnie ou en disposer autrement pour un prix payable, en tout ou en partie, en obligations ou en actions acquittées d'autres compagnies, et distribuer telles obligations ou actions à ses propres actionnaires;

Emettre des actions acquittées en paiement d'aucun prix d'acquisition de biens meubles ou immeubles ou droits sur iceux, ou en paiement d'aucune dette due par la compagnie

Emprunter sur bons ou obligations conformément à la loi et être partie à des lettres de change billets promissaires, chèques et autres effets négociables, sous le nom de "La Compagnie Neuville, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3221-23-2 Sous-secrétaire de la province.

Ideal Gas Company, Incorporated.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1915, constituant en corporation MM. Joseph Armand Oligny et Ives Irène Auger, comptables Avila Busseau, boulanger; Francis Busseau, gentilhomme, et Charles Auger, électricien; de la cité de Montréal, dans les buts suivants

Government Notices

La Compagnie Neuville, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. Alphonse O. Beauchemin, civil engineer; Adrien Lockquell, civil employee; Joachim Fortin, civil engineer; Alphonse Gauthier, draughtsman; Duberger Gauvin, civil employee, of the city of Quebec, for the following purposes:

To take options upon any lands, quarries or mining rights in the province and especially in the county of Portneuf, prospect or search upon and turn the same into building lots, quarries or mines as the case may be, acquire, exploit, lease, exchange, sell the same, transfer the above options or give new options thereon, and to make in connection with the said lands, quarries or mining rights all contracts which an individual in the full enjoyment of his rights may enter into and execute;

To do the same acts and exercise the same powers *mutatis mutandis* respecting water powers in the county of Portneuf;

To procure the registration of trade marks, patents, manufacturing processes or formulas, purchase or otherwise acquire the same purchase or otherwise acquire the rights to use the same, dispose of or grant to others the right to make use of those belonging to the company;

To organize, promote and assist in the organization or promotion of and become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To sell the whole or any part of the assets of the company or otherwise dispose of same for a certain price payable in whole or in part in bonds or in paid up shares of other companies and to allot such bonds or shares to its own shareholders;

To issue paid up shares in payment of any purchase price of moveable or immoveable property or rights thereon or in payment of any debt due by the company;

To borrow on bonds or obligations according to law and to be a party to bills of exchange promissory notes, cheques and other negotiable instruments, under the name of "La Compagnie Neuville, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915

C. J. SIMARD,

3222-23-2 Deputy Provincial Secretary.

Ideal Gas Company, Incorporated.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. Joseph Armand Oligny, and Ives Irène Auger, accountants; Avila Busseau, baker; Francis Busseau, gentleman; and Charles Auger, electrician, of the city of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, utiliser, produire, préparer et vendre pour le commerce, du gaz au moyen de la tourbe ou autres matières convenables à cette fin;

Bâtir des usines, acheter, vendre des terrains, mines et produits résultants du dit commerce;

Acheter ou acquérir ou posséder par bail, immeubles, brevets ou procédés qui peuvent être jugés nécessaires pour les fins pour laquelle la dite compagnie est incorporée, et payer pour telle acquisition au besoin en argent ou obligations ou en actions acquittées de la compagnie

Vendre du gaz pour l'éclairage ou le chauffage ou la force motrice produite du gaz de tourbe ou autres gaz

Obtenir des privilèges, à cette fin, creuser, poser des tuyaux avec le consentement des municipalités ou villes intéressées;

Faire le commerce de charbon-tourbe et produits dérivants de la fabrication du gaz de tourbe préparée pour servir à faire du gaz et pour toute autre utilité commerciale;

Opérer des fonderies, hauts-fourneaux ou autres industries pour les fins du gaz et de ses sous-produits;

Acheter, acquérir, utiliser tous droits exclusifs, patentes, droits de brevets d'invention ou privilèges se rattachant aux produits de la dite compagnie;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise en entier ou aucune partie d'icelle que la compagnie jugera convenable de fusionner avec toute autre compagnie ou s'engager dans un entreprise similaire, sous le nom de 'Ideal Gas Company, Incorporated', avec un fonds social de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), divisé en six mille deux cents cinquante (6250) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3223-23-2 Sous-secrétaire de la province.

Bleury Realities, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mai 1915, à la compagnie "Bleury Realities, Limited" par lesquelles son fonds social est augmenté au montant de trente-huit mille (\$38,000.00) piastres, divisant le nouveau fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3203-23-2 Sous-secrétaire de la province.

The Canadian Garment Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai 1915, constituant en corporation M.M. Robert Thomas Mullin, avocat, John Gilmore, comptable, Alexandre Papineau Mathieu, avocat, Arthur Glen Ernest Rankin, notaire public, Armand Mathieu, avocat, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et commercer sur tous effets, denrées et marchandises de toutes espèces et descriptions et plus particulièrement sur vêtements d'enfants et tabliers, de toute nature et description;

To manufacture, utilize, produce, prepare and sell for the trade, gas, by means of peat or any other materials suitable for the above purposes;

To build works, purchase and sell lands, mines and products resulting from the above business;

To purchase or acquire or hold by lease, real estate, patents or processes which may be deemed necessary for the purposes wherefor the said company is incorporated, and to pay for such acquisition as needs be in cash or bonds or in paid up shares of the company;

To sell gas for light and heat or motive power generated from peat gas or other gas;

To obtain privileges to that effect, dig for and lay pipes with the consent of interested municipalities or towns;

To deal in peat coal and products derived from the manufacturing of peat gas prepared for the making of gas and for any other commercial use;

To operate foundries, blast furnaces or other industries for the making of gas and by-products thereof;

To purchase, acquire, utilize any exclusive rights, patents, patent rights, brevets d'invention or privileges incidental to the products of the said company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking as the company may deem convenient, to amalgamate with any other company or engage in any similar undertaking, under name of "Ideal Gas Company, Incorporated", with a capital stock of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00), divided into six thousand two hundred and fifty (6250) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915

C. J. SIMARD,

3224-23-2 Deputy Provincial Secretary.

Bleury Realities, Limited.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, whereby the capital stock of the company "Bleury Realities, Limited" was increased up to the sum of thirty eight thousand dollars (\$38,000.00), the new stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) to be divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3204-23-2 Deputy Provincial Secretary.

The Canadian Garment Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1915, incorporating Messrs. Robert Thomas Mullin, advocate, John Gilmore, accountant, Alexandre Papineau Mathieu, advocate, Arthur Glen Ernest Rankin, notary public, Armand Mathieu, advocate, of this city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions and more particularly children dresses and aprons, of all sorts and kinds;

Acheter et autrement acquérir des biens immobiliers pour les objets de la compagnie;

Faire tout commerce relatif au précédent que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces et objets ci-haut mentionnés ou de nature à augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs dans le temps;

Acquérir et assumer par achat ou autrement toutes ou aucune partie des affaires, des biens ou de l'entreprise de toute personne ou compagnie exerçant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens de la nature de ceux qui sont propres aux objets de la compagnie, le tout à titre de commerce en opération, et les payer soit avec de l'argent comptant soit avec des actions entièrement libérées de la compagnie, en partie, en argent et avec des parts entièrement acquittées de la compagnie;

Souscrire, assumer et par tout moyen acquérir du capital, des parts, des obligations, des débentures, ou autres créances et valeurs dans toute compagnie et obligation et les vendre ou autrement en disposer;

Garantir toutes les obligations, débentures, créances et valeurs ainsi vendues et aliénées par cette compagnie, ou les obligations, débentures, créances d'aucune compagnie exerçant un commerce susceptible d'être exercé au bénéfice de cette compagnie;

Vendre ou autrement disposer des biens meubles et immeubles et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement, pour des parts, débentures et valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou partie identiques à ceux de cette compagnie;

S'associer ou faire toutes conventions pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, concession réciproque ou autre, avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou faisant ou étant sur le point de faire toute transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à faire, susceptible d'être exercée de manière à tourner directement ou indirectement au bénéfice de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir toute patente, brevets d'invention, licences, concessions et autres semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou restrictif à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement se rapportant à aucune invention qui pourra paraître susceptible d'être utilisée pour aucune des objets de la compagnie ou dont l'acquisition pourra être calculée directement ou indirectement bénéficiaire à la compagnie, ou employer, exercer, développer ou accorder les permis s'y rapportant, ou faire autrement tourner au profit de la compagnie les biens, privilèges et renseignements ainsi acquis;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour les services rendus ou à rendre dans le placement ou l'aide au placement ou la garantie du placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affaires;

Faire tous et chacun des actes permis par les présentes, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, comme mandataires, fiduciaires ou agents d'autres personnes;

Faire toutes choses se rapportant à aucun des objets de la compagnie ou tendant à leur réalisation;

Aucun des pouvoirs conférés en vertu des paragraphes précédents ne pourra être restreint par

To purchase or otherwise acquire real estate for the purposes of the company's business;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses or objects or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's properties or rights for the time being;

To acquire and take over by purchase or otherwise all or any part of the business, property or undertaking of any person or company carrying on business the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company as a going concern and to pay for the same either in money or in fully paid up shares of the company or partly in money and partly in fully paid up shares of the company;

To subscribe for, take over or in any way acquire stocks, shares, bonds, debentures, or other obligations or securities of any company or corporations and the same to sell or otherwise dispose of;

To guarantee any bonds, debentures, obligations or securities so sold or disposed of by this company, or the bonds, debentures or obligations of any company carrying on any business capable of being conducted so as to benefit this company;

To sell or otherwise dispose of the immovable and moveable property and the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on, or engaged in or about to carry on, or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patent, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any debentures, debenture stock or other securities of the company, in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the acts hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents of others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

Any powers granted in any of the paragraphs hereof shall not be restricted from reference or

référence à un autre paragraphe quelconque ou par induction d'icelui, sous le nom de "The Canadian Garment Company, Limited", avec un capital actions de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3225-23-2 Sous-secrétaire de la province.

Municipal Debenture Corporation, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1915, constituant en corporation MM. John Maximilien Mackay, médecin, René Dupont, courtier, Ernest Roy et Roméo Langlais, avocats et François-Xavier Godbout, étudiant, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire, acheter et détenir, soit comme principal ou agent, soit comme propriétaire absolu ou conditionnel, ou soit comme garantie collatérale ou de toute autre manière que ce soit, et vendre, échanger, transférer, céder ou disposer de quelque manière que ce soit, des bons, obligations, débetures, ou toute autre valeur de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute autre corporation, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Procurer ou aider à se procurer, à tout gouvernement, à toute corporation municipale ou scolaire ou à toute autre corporation, des argents au moyen de bons, obligations, débetures, ou toutes valeurs, ou au moyen d'endossement, de prêts de promesses de garantie de toute valeur ou de toute autre manière que ce soit, et offrir au public pour souscription tous bons, obligations, débetures, ou autres valeurs dont la compagnie peut disposer pour ces fins, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Emettre des actions-obligations (debenture-stock) jusqu'au montant de \$250,000.00, en disposer pour le bénéfice de la compagnie. Ce pouvoir pourra être exercé par résolution du bureau de direction qui pourra déterminer en même temps la dénomination de ces actions-obligations (debenture-stock) et fixer les termes et les conditions auxquels cette émission sera faite.

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente charte ne seront ni limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Municipal Debenture Corporation, Limited", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3369-23-2 Sous-secrétaire de la province.

Majestic Realty Company, Incorporated

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de mai, constituant en corporation MM. Samuel William Jacobs, conseil du Roi, Alexandre Rives Hall, conseil du Roi, J. Casimir Papineau Couture, avocat, Louis Fitch, avocat, et Harry

inference to any other paragraph herein, under the name of "The Canadian Garment Company Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3226-23-2 Deputy Provincial Secretary.

Municipal Debenture Corporation, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. John Maximilien Mackay, physician, René Dupont, broker, Ernest Roy and Roméo Langlais, advocates, and François Xavier Godbout, student at law, of the city of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, purchase and hold, either as principal or agent or absolutely or conditionally as owner or by way of collateral security or in any other manner whatever, and sell, exchange, transfer, or dispose of in any manner whatever, bonds, obligations, debentures or any other security of any government or any municipal school, or other corporation, the whole upon such conditions as may be deemed convenient.

To procure or assist to any government, municipal school or other corporation in procuring monies by means of bonds, obligations, debentures or other securities or by means of endorsement, loans, promises of guarantee of any securities or in any other manner whatever, and to offer the same to the public for subscription any bonds, obligations, debentures or other securities which the company may dispose of for such purposes, the whole upon such conditions as may be deemed convenient;

To issue debenture stock up to the amount of (\$250,000.00), and dispose of same for the benefit of the company. The above power may be exercised by resolution of the Board of Directors which may at the same time determine the amount of each of such debenture stock and fix the terms and conditions upon which such issue will be made.

The powers contained in any paragraph hereof to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Municipal Debenture Corporation, Limited", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3370-23-2 Deputy Provincial Secretary.

Majestic Realty Company, Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, Kings' Counsel, Alexander Rives Hall, King's Counsel, G. Casimir Papineau Couture, advocate, Louis Fitch, advocate and

Gough, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échange, concession ou autrement, et détenir des terres, biens fonds et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et transformer ces propriétés en rues, ruelles, squares, lots ou autrement, ériger des maisons, édifices et autres constructions sur les bien-fonds ainsi acquis, vendre, louer, prendre à bail, transporter, échanger, aliéner et autrement disposer des terres, biens-fonds et immeubles ainsi que des bâtisses ci-dessus construites, aliéner toutes rues, squares ou ruelles tracés sur ces propriétés en faveur de toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Etre agent d'immeubles et d'assurances et, aussi, agents pour la collection des loyers;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques et biens, se garantir du paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, des acheteurs ou autres, ou des avances par la compagnie aux acheteurs pour des fins de construction et autres améliorations;

Acquérir, construire, entretenir et exploiter des travaux d'aqueducs aux fins d'approvisionner d'eau les détenteurs et acheteurs des propriétés de la compagnie, ou les personnes et corporations détenant les terres contigües à icelles, aux termes dont on pourra convenir, le tout en conformité avec les règlements municipaux y relatifs;

Construire, entretenir et faire fonctionner des tuyaux de drainage et autres installations; faire le drainage des terres et héritages aux mains de la compagnie, ou de ceux voisins;

Acquérir par achat, louage ou autrement disposer de toutes ou d'aucune partie des biens, droits, créances, ou de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'on pourra convenir y compris les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie, ou en prenant des hypothèques sur ces terres et constructions;

Acheter, échanger, accepter en paiement, ou autrement acquérir, posséder et détenir, vendre et aliéner les parts, débetures, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies similaire à celle-ci dans ses objets, en tout ou en partie, acquérir, détenir, vendre et disposer des droits d'hypothèques, des privilèges ou droits de gages de toutes compagnies ou de toutes personnes ou concédés par icelles;

Garantir, cautionner, assumer la responsabilité du paiement des billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature, de toute corporation ou société ou personne;

Payer aucune propriété, les biens meubles et immeubles, les droits, privilèges, le commerce et les franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, et, avec l'approbation des actionnaires, rémunérer les services rendus à la compagnie, avec des actions entièrement libérées, des obligations, des débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner, partager les bénéfices, s'associer avec aucune personne ou compagnie faisant le même commerce ou un commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, suivant les conditions que la compagnie pourra statuer;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs, transiger de tout ce qui découle des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le

Harry Gough, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings, and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of, and otherwise deal with lands, real estate and immovables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favor of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To acquire, construct, maintain and operate waterworks for the purposes of supplying water to the holders and purchasers of property of the company, or to persons or corporations holding lands contiguous thereto, as such rates as may be agreed upon, subject to local and municipal regulations in that behalf;

To construct, maintain and operate sewers or other devices; to drain the lands and buildings owned by the company, or contiguous thereto;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company which this company may lawfully acquire;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets, or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities of any other company, or by taking hypothecs on lands and premises;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies, having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell, and dispose of rights or hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To pay for any property, moveable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To amalgamate, share profits, or unit with any person or company, carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To do all the acts and to exercise all the powers, and to carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated, under

nom de "Majestic Realty Company, Incorporated", au capital action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chaque.

La principale place d'affaire de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,
3379—23-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Union Marine Insurance Company, Limited", de Liverpool, Angleterre, a été enregistrée pour transiger dans la province de Québec les affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique le et après le quatrième jour de juin, 1915.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, est R. MacD. Paterson, 100 rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour de juin, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 3445—24-2

AVIS.

La formation d'une société sous le nom de "l'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Maison J. O. Gareau, Limitée" à l'effet d'établir un fonds de secours au moyen de contributions de la part de ses membres, pour se mettre en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par un ordre en conseil en date du 2 juin 1915.

Le bureau principal de la dite société est à Montréal, dans le comté de Laurier, P. Q.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 3447

Avis est par le présent donné que "L'Association des Employés des Postes de Montréal", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but d'accorder des bénéfices funéraires à ses membres tel que mentionnée dans la déclaration qu'a précédée l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce septième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 3483—24-2

the name of "Majestic Realty Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principale place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this thirty first day of May, 1915.

C. J. SIMARD,
3380—23-2 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Union Marine Insurance Company, Limited", of Liverpool, England, has been registered to transact within the province of Quebec, the business of Inland Marine Insurance and Ocean Marine Insurance on and after the fourth day of June, 1915.

The name and address of the Chief Agent for the province of Quebec are R. MacD. Paterson, 100 Saint François Xavier street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., this fourth day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3446—24-2

NOTICE.

The formation of an association under the name "Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Maison J. O. Gareau, Limitée", for the purpose, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accident or reverse of fortune, and, in case of death, for their widows and orphans or legal representatives, has been authorized by order in council dated 2nd June, 1915.

The head office of the Association is at Montreal in the county of Laurier, P. Q.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896 of R. S. P. Q., 1909, this fourth day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3448

Notice is hereby given that "L'Association des Employés des Postes de Montreal", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members funeral benefits as mentioned in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this seventh day of June, 1915.

For the treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3484—24-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Society for the Protection of Women and Children", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposée dans la loi 2 Geo. V., 1912, chap. 115.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce vingt-septième jour de mai 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,

Département du Trésor.

Québec, P. Q.

3193-23-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Montreal Sailors' Institute", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposée dans sa charte d'incorporation, la loi 32 Vict., 1869, chap. 85.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. Q., 1909, ce deuxième jour de juin, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

3403-23-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Occidental Fire Insurance Company", de Winnipeg Man., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre le feu, le et après le deuxième jour de juin 1915.

Les noms et adresse du principal agent pour la province de Québec, sont R. J. Davidson, 80 rue Saint-François-Xavier, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce deuxième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Division des Assurances,

Département du Trésor.

Québec, P. Q.

3405-23-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Protestant Relief Society", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger dans la province les affaires de société charitable tel que contenu dans la déclaration qui a précédé son autorisation par le lieutenant-gouverneur en conseil, savoir:

Distribuer des secours aux pauvres, et coopérer avec d'autres sociétés similaires pour assurer une sage administration des secours aux pauvres.

Prévenir la distribution sans discernement des secours aux pauvres, et le recouvrement d'iceux.

Procurer de l'emploi à ceux qui sont capables de se supporter eux-mêmes, en tout ou en partie.

Obtenir de l'aide du public et autres sources appropriées, pour ses fins.

Aider en encourageant des projets industriels pour les sans-emplois.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Society for the Protection of Women and Children", of Montreal, P. Q., has obtained a license and has been registered to transact in this province, the business of a charitable association as set forth in the Act 2 Geo. V., 1912, chap. 115.

The head office of the association is in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this twenty seventh day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

3194-23-2

NOTICE

Notice is hereby given that "The Montreal Sailors' Institute", of Montreal P. Q., has obtained a license and has been registered to transact in this province the business of a charitable association as set forth in its act of incorporation, 32 Vict., 1869, chap. 85.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this second day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Quebec, P. Q.

3404-23-2

NOTICE

Notice is hereby given that "The Occidental Fire Insurance Company", of Winnipeg, Man., has been registered to transact with the Province of Quebec, the business of Fire Insurance on and after the second day of June, 1915.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are R. J. Davidson, 80 Saint François Xavier street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this second day of June, 1915.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Quebec, P. Q.

3406-23-2

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Protestant Relief Society", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact in the province the business of a charitable association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely:

To dispense relief to the poor, and co-operate with other similar associations in order to better secure a wise administration or relief to the poor.

To prevent indiscriminate relief to the poor and over-lapping of the same.

To procure employment for those who are capable of being wholly or partly self-supporting.

To obtain aid for its purposes from the public and other appropriate sources;

To assist in promoting industrial schemes for the unemployed.

Accommoder les personnes nécessiteuses en les envoyant dans leurs familles ou autres endroits convenables.

Faire les recherches nécessaires dans les cas de nécessité.

Tenir des registres et livres dans lesquels sont consignées les opérations de la société, y compris les recettes et dépenses en argent et toutes autres pièces justificatives des déboursés faits.

Encourager le bien-être en général du pauvre.

S'efforcer de diminuer le paupérisme par tous les moyens possible, et

A faire toutes actions et choses nécessaires pour atteindre les fins de la société.

Le bureau chef de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour de juin, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Division des assurances,

Département du trésor,

Québec, P. Q.

3337—23-2

3178-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 5 juin 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, le lot No 29 du 4eme rang de Tingwick (Nos du cadastre de Tingwick 416 et 417) et d'annexer ce bienfonds à celle de Shipton, dans le comté de Richmond.

3441—24-2

206-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 2 juin 1915, de changer le nom de la municipalité scolaire du canton Brassard en celui de Saint-Michel des Saints. 3459

1248-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 5 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 2 juin courant 1915, d'autoriser les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François de Sales, dans le comté du Lac Saint-Jean, à emprunter la somme de \$1,500.00 pour les fins et aux conditions mentionnées dans une résolution qu'ils ont adoptée le 18 avril 1915, en conformité avec les prescriptions des articles 2728a et 2728b de la loi 5 Geo. V, ch. 36, sec. 12.

3461

2004-13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 2 juin 1915, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac Chat", comté de Champlain, les lots Nos 8 à 30 inclusivement des rangs nord est et sud ouest du cadastre primitif du canton Carignan, dans le comté de Champlain.

3467

To facilitate needy persons being sent to their original homes or other suitable places.

To make necessary investigation of cases of need;

To keep proper registers and books in which to conserve a correct record of the Society's operations including its receipt and expenditure of moneys and all vouchers of disbursements made; To promote the general welfare of the poor.

To endeavor in every way possible to diminish pauperism; and

To do all such other acts and things as are necessary to the attainment of the purposes of the Society.

The Head Office of the Society is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this first day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Québec, P. Q.

3338—23-2

3178-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 5th June, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Chenier, in the county of Arthabaska, the lot No. 29 of the 4th range of Tingwick (Nos. of the cadastre of Tingwick 416 and 417) and to annex above lot to the school municipality of Shipton, in the county of Richmond.

3442—24-2

206-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 7th June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council bearing date the 2nd June, 1915, to change the name of the school municipality of the township of Brassard into that of "Saint Michel des Saints". 3460

1248-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 5th June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 2nd June, 1915, to authorize the school commissioners for the municipality of Saint François de Sales, in the county of Lake Saint John, to borrow the sum of \$1,500.00 for the purposes and upon the conditions mentioned in a resolution adopted by them on the 18th April, 1915, pursuant to the provisions of articles 2728a and 2728b of the Act 5 Geo. V, chap. 36, sec. 12. 3462

2004-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 7th June, 1915.

His Honor The Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 2nd June, 1915, to erect into a separate school municipality, under the name of "Lac Chat", county of Champlain, the lots Nos. 8 to 30 inclusively of the north east and south west ranges of the original cadastre of the township of Carignan, in the county of Champlain. 3468

1537-13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 2 juin, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ours, paroisse, dans le comté de Richelieu, les lots Nos 208, 209, 212, 216, 219, 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Judes, aussi les lots du troisième rang Nos. 430 à 452 du même cadastre de la paroisse de Saint-Ours, et de les annexer à celle de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe.

3463

884-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 2 juin, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Causapsal, dans le comté de Matane, les lots suivants, savoir: le rang 1 canton Causapsal nord, les lots Nos 12 à 15 inclusivement du rang 1 canton Lepage; les lots A, B, C et 41 du rang 1 et le lot 41 du rang III canton Causapsal sud; le rang A du canton Matalik et les lots Nos. 1, 2 et 3 du rang A du canton Humqui et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Causapsal, village" l'autre partie devant être, à l'avenir, désignée sous le nom de "Causapsal, paroisse".

3465

1001-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 8 juin 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher les lots suivants, savoir:

1. De la municipalité scolaire de Bolton ouest, comté de Brome, les lots Nos 1 à 9 inclus des rangs I, II, III et IV du canton de Bolton, les lots Nos 10 à 16 inclus des rangs III et IV même canton.
2. De la municipalité scolaire de Bolton est, même comté, les lots Nos 1 à 16 inclus des rangs V et VI même canton; la demie ouest des lots Nos 3 à 7 inclus du rang VII, même canton; les lots Nos 8 à 16 inclus du rang VII; les lots Nos 17 à 28 inclus des rangs VI et VII même canton; les lots Nos 11 à 16 inclus du rang IV, même canton.
3. De la municipalité scolaire de Saint-Edouard de Knowlton, même comté, le lot No 17 des rangs III, IV et V du canton de Bolton.
4. De la municipalité scolaire de Stukely sud, comté de Shefford, les lots Nos 6 à 10 inclus des rangs I et II; les lots Nos. 8 à 10 inclus du rang III; même canton; les parties du lot No 11 dans les rangs I et IV, parties appartenant à Emery Ménard, Hubert Caron et François Larouche, même canton.
5. Et la municipalité scolaire de Sainte-Anne de Stukely, même comté, les lots Nos. 6 et 7 du rang III, ainsi que les lots Nos 271 et 272 du canton de Stukely.

Et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Etienne-de-Bolton.

3517

1537-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 7th June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council bearing date the 2nd June, 1915, to detach from the school municipality of Saint Ours, parish, in the county of Richelieu, the lots Nos. 208, 209, 212, 216, 219, 222, of the official cadastre of the parish of Saint Judes, also the lots Nos. 430 to 452 of the third range of the same cadastre of the parish of Saint Ours, and to annex the above lots to the school municipality of Saint Bernard, county of Saint Hyacinthe.

3464

884-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 5th June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by order in council bearing date the 2nd June, 1915, to detach from the school municipality of Causapsal, in the county of Matane, the following lots, to wit: Range I, township of Causapsal north, the lots Nos. 12 to 15 both inclusive of range I, township of Lepage; the lots A, B, C, and 41 of range I and lot 41 of range III township of Causapsal south; the range A of the township of Matalik and the lots 1, 2 and 3 of range A of the township of Humqui, and to erect the whole of the above territory into a district school municipality, under the name of Causapsal village, the remaining portion to be henceforth designated under the name of Causapsal, parish.

3466

1001-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 8th June, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach the following lots, to wit:

1. From the school municipality of Bolton west, county of Brome, the lots Nos. 1 to 9 inclusive of ranges I, II, III and IV of the township of Bolton, the lots Nos. 10 to 16 both inclusive of ranges III and IV, same township.
2. From the school municipality of Bolton east, same county, the lots Nos. 1 to 16 both inclusive of ranges V and VI, same township; the west half of lots Nos. 3 to 7 both inclusive of range VII, same township; the lots Nos. 8 to 16 both inclusive of range VII; the lots Nos. 17 to 28, both inclusive of ranges VI and VII, same township; the lots Nos. 11 to 16 both inclusive of range IV, same township.
3. From the school municipality of Saint Edouard de Knowlton, same county, the lot No. 17 of ranges III, IV and V of the township of Bolton.
4. From the school municipality of Stukely south, county of Shefford, the lots Nos. 6 to 10, both inclusive, of ranges I and II; the lots Nos. 8 to 10, both inclusive, of ranges III, same township; the parts of lot No. 11, in ranges I and IV belonging to Emery Menard, Hubert Caron and François Larouche, same township.
5. From the school municipality of Sainte Anne de Stukely, same county, the lots Nos. 6 and 7 of range III, and the lots Nos. 271 and 272 of the township of Stukely, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality for Catholic only, under the name of "Saint-Etienne-de-Bolton".

3518

1083-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Honfleur, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Honfleur, dans le comté de Bellechasse, telle qu'érigée par 5 Geo. V, ch. 111, en y ajoutant le lot No 51 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Claire, lequel lot sera détaché de la municipalité scolaire de Saint-Lazare. Le territoire ci-haut mentionné sera formé, au point de vue scolaire, de parties des municipalités scolaires de Saint-Gervais, de Saint-Lazare, de Saint-Anselme et de Sainte-Claire. 3211-23-2

199-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, dans le comté de Saint-Maurice, les parties de lots Nos 581, et qui appartient à N. Ricard, 576 qui appartient à A. Ricard, 581 qui appartient à la Corporation épiscopale de Trois-Rivières et 582 partie qui appartient à la susdite Corporation épiscopale de Trois-Rivières, parties de lots appartenant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barnabé et de les annexer à celle de Saint-Etienne des Grès, comté de Saint-Maurice. 3217-23-2

1185-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mars 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Weedon, dans le comté de Wolfe, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Saint-Raymond de Pennafort telle qu'érigée canoniquement par décret en date du 23 avril 1915, borné comme suit: au nord-est par le canton Stratford, au sud est par le canton Lingwich, au sud-ouest par la ligne entre les lots 13 et 14, sur la profondeur des rangs 1, 2 et 3 du canton Weedon, au nord-ouest par la ligne entre les rangs 3 et 4 du dit canton Weedon, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Fontainebleau. 3215-23-2

370-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant que la municipalité scolaire du Canton Lorranger, comté de Labelle, soit divisé pour former deux municipalités scolaires distinctes, savoir:

1. La municipalité scolaire du canton Lorranger devant comprendre, à l'avenir, tout le territoire inclus dans la municipalité rurale de village de Nominigüe, suivant son incorporation;

2. L'autre partie devant former une municipalité scolaire distincte sous le nom de canton Lorranger. 3219-23-2

1083-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a separate school municipality, under the name of Honfleur, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of Honfleur, in the county of Bellechasse, as erected by Act 5 Geo. V, chap. 111, and in addition thereto lot No. 51 of the official cadastre of the parish of Sainte Claire, said lot to be detached from the school municipality of Saint Lazare. The above mentioned territory will be made up, for school purposes, of parts of the school municipalities of Saint Gervais, of Saint Lazare, of Saint Anselme and of Sainte Claire. 3212-23-2

199-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Barnabé, in the county of Saint Maurice, the portions of lot Nos. 581 belonging to N. Ricard, 576 belonging to A. Ricard, 581 belonging to the Episcopal Corporation of Three Rivers and 582, the portion thereof belonging to the aforesaid Episcopal Corporation of Three Rivers, the above portions of lots belonging to the official cadastre of the parish of Saint Barnabé, and to annex the same to the school municipality of Saint Etienne des Grès, county of Saint Maurice. 3218-2-2

1185-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Weedon, in the county of Wolfe, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of Saint Raymond de Pennafort, as erected by canonical decree bearing date the 23rd April, 1915, bounded as follows: towards the north-east by the township of Stratford, towards the south east by the township of Lingwich, towards the south-west by the line between lots 13 and 14, across ranges 1, 2 and 3 of the township of Weedon, towards the north west by the line between ranges 3 and 4 of said township of Weedon, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Fontainebleau. 3216-23-2

370-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to divide the school municipality of the township of Lorranger into two separate school municipalities, to wit:

1. The school municipality of the township of Lorranger to include, in future, the whole of the territory comprised within the limits of the rural municipality of the village of Nominigüe, according to its incorporation.

2. The other part to form a distinct school municipality under the name of township Lorranger. 3220-23-2

1236-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire des Ecureuils, dans le comté de Portneuf, sous le territoire compris dans les limites de la municipalité du village de Donnacona, telle qu'érigée par une proclamation du lieutenant-Gouverneur en conseil, en date du 29 avril 1915, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Donnacona.

3213-23-2

656. 15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai, 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel de Rougemont, dans le comté de Rouville les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, savoir:

Nos 499 à 524 et 561 à 581 inclusivement et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint Michel de Rougemont, village, l'autre partie de la municipalité scolaire devant être désignée sous le nom de Saint-Michel de Rougemont, paroisse.

3237-23-2

3479. 14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de l'Anse Saint-Jean, dans le comté de Chicoutimi, les lots suivants, savoir:

1. Rang 1er est Rivière Petit Saguenay, les Nos 3, 4, 6, 7, 12, à 17 inclus, 19, 20, 22, 24, 26 à 29 inclus;

2. Rang 1 Saguenay: les Nos 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 rang; 2 Saguenay: les Nos 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15; No B;

3. Rang nord: Nos 1, 2, 3, 6, 7, 8 et 19, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Petit Saguenay".

3335-23-2

3825. 14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, tous les terrains portés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, excepté la partie du No 478 situé à l'ouest du ruisseau Soulanges et les lots Nos 479 à 488 inclus, 595, 596 et 597 du même cadastre, mais qui font partie de la municipalité scolaire de Saint-Michel de Rougemont;

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots Nos 217 à 241 inclus des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Brigide, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Césaire, paroisse", l'autre partie de la municipalité scolaire de Saint-Césaire devant à l'avenir s'appeler "Saint-Césaire, village".

3329-23-2

1236-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Les Ecureuils, in the county of Portneuf, the whole of the territory comprised within the limits of the municipality of the village of Donnacona, as erected by Proclamation of the Lieutenant Governor in Council, bearing date the 29th April, 1915, and to erect said territory into a separate school municipality under the name of Donnacona.

3214-23-2

656. 15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Michel de Rougemont, in the county of Rouville, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint Michel de Rougemont, to wit:

Nos. 499 to 524 and 561 to 581 inclusively, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Saint Michel de Rougemont, village, the other part of the school municipality to be henceforth designated under the name of Saint Michel de Rougemont, parish.

3238-23-2

3479. 14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Anse Saint Jean, in the county of Chicoutimi, the following lots, to wit:

1. First range east of Little Saguenay River; the lots Nos. 3, 4, 6, 7, 12, to 17 inclusively, 19, 20, 22, 24, 26 to 29, inclusively;

2. Range 1 Saguenay: the lots Nos. 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 range; 2 Saguenay: the lots Nos. 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15, No. B;

3. Range North: lots Nos. 1, 2, 3, 6, 7, 8 and 19, and to erect the above territory into a separate school municipality under the name of "Petit Saguenay"

3336-23-2

3825. 14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach:

1. From the school municipality of Saint-Césaire, in the county of Rouville, all the lots of land on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire, save and except that part of lot No. 478 situated to the west of Soulanges brook, and the lots Nos. 479 to 488 both inclusive, 595, 596 and 597 of said cadastre, but forming part of the school municipality of Saint Michel de Rougemont;

2. From the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the lots Nos. 219 to 241, both inclusive, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Brigide, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of "Saint Césaire, parish", the remaining part of the school municipality to be henceforth known under the name of "Saint Césaire, village".

3330-23-2

1183-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 29 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Pierreville, dans le comté de Yamaska, les lots Nos 889 à 903 inclus et la partie qui n'est pas comprise dans les limites du village de Pierreville, des Nos 904, 905 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville et d'annexer tout ce territoire à celle de Saint-Thomas de Pierreville, paroisse.

3179-23-2

605.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, tout le territoire compris dans les limites du village tel qu'érigé civilement par une proclamation parue dans la Gazette officielle du 7 novembre 1914, (page 2756), et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Lotbinière", l'autre partie devant à l'avenir porter le nom de "Paroisse de Lotbinière".

3331-23-2

910-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Shoolbred, dans le comté de Bonaventure, les lots Nos 10 à 14 inclusivement, plus 1 A, 1 B et 2 du cadastre officiel du canton Nouvelle et d'annexer tout ce territoire à celle de Nouvelle, même comté.

3333-23-2

1138.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 2 juin 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Rivière Croche", dans le comté de Champlain, les lots Nos. 1 à 100 des rangs est et ouest du canton Langelier.

Ces lots n'appartiennent à aucun territoire organisé.

3377-23-2

Avis Divers

No 2277. C. S. B. Dame Joséphine Doyon, épouse commune en biens de Achille Veilleux, commerçant, de Saint-Georges, dûment autorisée à ester en justice, vs le dit Achille Veilleux. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinq juin courant. Saint-Joseph, Beauce, 5 juin 1915.

3511-24-2

REMI BOLDUC,
Procureur de la Dem.

1183-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 29th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach the school municipality of Saint Thomas de Pierreville, in the county of Yamaska, the lots Nos. 889 to 903 both inclusive and the portion outside of the limits of the village of Pierreville, of lots Nos. 904, 905 of the official cadastre of the parish of Saint Thomas de Pierreville, and to annex the whole of the above territory to the school municipality of Saint Thomas de Pierreville parish.

3180-23-2

605.15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Lotbinière, in the county of Lotbinière, the whole of the territory comprised within the limits of the village as civilly erected by proclamation published in the Official Gazette of the 7th November, 1914 (Page 2756) and to erect the above territory into a separate school municipality under the name of "Village of Lotbinière" the other part of the municipality to be henceforth known under the name of "Parish of Lotbinière".

2332-23-2

910.15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Shoolbred, in the county of Bonaventure, the lots Nos. 10 to 14 inclusively plus 1 A, 1 B and 2 of the official cadastre of the township of Nouvelle and to annex the above territory to the school municipality of Nouvelle, aforesaid county.

3334-23-2

1138.15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 2nd June. 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Rivière Croche", in the county of Champlain, the lots Nos. 1 to 100 of ranges East and West of the township of Langelier.

The above lots form no part of any organized territory.

3378-23-2

Miscellaneous Notices

No. 2277. S. C. B. Dame Joséphine Doyon, wife common as to property of Achille Veilleux, trader, of Saint Georges, duly authorized, to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against the said Achille Veilleux, her husband. Saint Joseph, Beauce, 5th June, 1915.

3512-24-2

REMI BOLDUC,
Att. Plaintiff.

TABLEAU DES ASPIRANTS A LA PROFESSION D'AVOCATS 1915.

LIST OF CANDIDATES TO THE PROFESSION OF ADVOCATES, 1915

Nom — Surname	Prénom — Name	Age	Résidence
Badeau.....	Pierre-Amable.....	24 ans—years.....	Tr-Rivières—Tr. Rivers.

FRANÇOIS LAJOIE,
Secrétaire—Secretary.

Trois-Rivières, 6 juin 1915.—Three Rivers, 6th June, 1915.

ASPIRANTS A L'ÉTUDE DU DROIT.

Nom — Surname	Prénom — Name	Age	Résidence	Collège
Quesnel.....	Jacques.....	21 ans 4 mois—21 years 4 months.	Tr-Rivières—Tr. Rivers...	Séminaire de Tr-Rivières. Seminary of Tr. Rivers.

FRANÇOIS LAJOIE,
Secrétaire—Secretary.
3501-02—24-2

Trois-Rivières, 6 juin 1915.—Three Rivers, 6th June, 1915.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4156. Dame Hermine Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Théophile Lapierre, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et Le dit Théophile Lapierre, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 20 mars 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,
& ARCHAMBAULT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 28 Mai 1915. 3183—23-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4291. Dame Admaide Burelle, épouse de Roch Marien, commerçant, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Roch Marien & Willie Marien, comptable du même lieu, en sa qualité de curateur au dit Roch Marien, interdit, Défendeurs.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ème jour d'avril 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1915. 3073—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4156. Dame Hermine Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Théophile Lapierre, of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Théophile Lapierre, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th March, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE
& ARCHAMBAULT,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th May, 1915. 3184—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4291. Dame Admaide Burelle, wife of Roch Marien, trader, of the city of Montreal, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Roch Marien and Willie Marien, accountant, of the same place, in his capacity of curator, of the same place, in his capacity of curator to the said Roch Marien, interdicted, Defendants.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st day of April, 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 14th May, 1915. 3074—22-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4125. Dame Alice Kelly, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alios Makaros, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et le dit Alios Makaros, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 21 avril 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,
& ARCHAMBAULT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 28 Mai 1915. 3181—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 431. Dame Maude Emeline Bigelow, du village de Beebe Plain, dans le dit district, épouse commune en biens de Georges-Albert McShane, eleveur de chevaux, du même endroit, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Georges-Albert McShane, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce vingt-huitième jour de mai, 1915.

FRASER & RUGG,
3189—23-5 Procureurs de la Demanderesse

Province de Québec. District de Saint-François. Cour Supérieure. No 414. Avis est par les présentes données, que Dame Olivine Choquette, de la ville de Scotstown, dit district, épouse commune en biens de Eusèbe St-Onge, commerçant, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 21 mai 1915. 3195—23-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Léa Spooner, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, épouse de Arthur Bouchard, hôtelier, du même lieu, demanderesse; vs Arthur Bouchard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de Mai 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 mai 1915. 3077—22-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2582. Dame Sarah Sabbath, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mai 1915.

N. SOLOMON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1915. 3075—22-5

Cour supérieure. Canada. Province de Québec. District de Montréal. No 713. Dame Rose Louise LeBorgne, de Montréal, épouse de Victor Lucien Boissel, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Victor Lucien Boissel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ième jour de mai 1915.

J. A. MOLLEUR,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1915. 3103—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4215. Dame Alice Kelly, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alios Makaros, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; and the said Alios Makaros, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 21st April, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE
& ARCHAMBAULT,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th May, 1915. 3182—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis, No 431. Dame Maud Emeline Bigelow, of the village of Beebe Plain, in the said district, wife commune en biens of George-Albert McShane, horse trainer, of the same place, for the purpose hereof duly authorized, Plaintiff; vs the said George-Albert McShane, of the same place, Defendant.

An action in separation of property has been issued in this cause this 28th day of May, 1915.

FRASER & RUGG,
3190—23-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec. District of Saint-François. Superior Court. No. 414. Notice is hereby given that Dame Olivine Choquette of the town of Scotstown, said district, wife common as to property, of Eusèbe St-Onge, trader, of the same place, has this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized.

J. NICOL,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 21st May, 1915. 3196—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Lea Spooner, of the Township of Ditton, in the district of Saint Francis, wife of Arthur Bouchard, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Arthur Bouchard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of May, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for the Plaintiff.
Sherbrooke, 22nd May, 1915. 3078—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2585. Dame Sarah Sabbath, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jonah Bacher, marchand, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jonah Bacher, merchant of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th day of May 1915.

N. SOLOMON,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 21st May, 1915. 3076—22-5

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 713. Dame Rose Louise Leborgne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Victor Lucien Boissel, clerk, of the same place, duly authorized a *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Victor Lucien Boissel, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the defendant.

J. A. MOLLEUR,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 21st May, 1915. 3104—22-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3533. Dame Alice Lafèche, de la cité et du district de Montréal, épouse de Ovila Toupin, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Ovila Toupin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SAINT-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1915. 2919—21-5

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

No 5378.

Dame Marie Picard, des cités et district de Montréal, épouse séparée de biens d'Ephrem Crete, charretier, du même endroit, la dite Dame Marie Picard dûment autorisée par un jugement de cette Honorable Cour, en date du 1er mai 1915 à prendre une action en séparation de corps contre le dit Ephrem Crete,

Demanderesse;

vs

Le dit Ephrem Crete, charretier, des cités et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 5 mai, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,

MCDUGALL, CREELMAN & STAIRS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 10 mai 1915. 2845—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4396. Dame Annie Cheranin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Berson des mêmes lieux, marchand, la dite Dame Annie Cheranin, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Louis Berson, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur en cette cause.

WINFIELD & LEDIEU,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 mai 1915. 2793—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District des Trois-Rivières. No 47. Dame Alexina Blanchette, de la cité des Trois-Rivières, épouse de Bruno Champagne, épicière, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Bruno Champagne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 avril 1915.

DESY & LANGLOIS,

Procureurs du défendeur.

Trois-Rivières, 7 mai 1915. 2795—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4437. Dame Exilda Rémillard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alexandre Marcil, forgeron des mêmes lieux et la dite Exilda Rémillard, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Alexandre Marcil, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17ème jour de mai 1915.

TRUDEAU & GUERIN,

Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 17 mai 1915. 2979—21-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3533. Dame Alice Lafèche, of the city and district of Montreal, wife of Ovila Toupin, trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Ovila Toupin, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

SAINT GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 15th May, 1915. 2920—21-2

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 5378.

Dame Marie Picard, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Ephrem Crete, carter, of the same place, the said Dame Marie Picard duly authorized by judgment of this Honourable Court under date of the 1st of May, 1915, to institute an action in separation from bed and board against the said Ephrem Crete,

Plaintiff;

vs

The said Ephrem Crete, carter of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 5th of May, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,

MCDUGALL, CREELMAN & STAIRS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th May, 1915. 2846—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4396. Dame Annie Cheranin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Berson, of the same place, merchant, and the said dame Annie Cheranin being duly authorized a ester en justice, Plaintiff; vs Louis Berson, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

WINFIELD & LEDIEU,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 7th May 1915. 2794—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Three Rivers. No. 47. Dame Alexina Blanchette, of the city of Three Rivers, wife of Bruno Champagne, grocer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Bruno Champagne, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th April, 1915.

DESY & LANGLOIS,

Attorneys for the Plaintiff.

Three Rivers, 7th May, 1915. 2796—20-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4437. Dame Exilda Rémillard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alexandre Marcil, of the same place, blacksmith, and the said Dame Exilda Rémillard, being duly authorized à ester en justice, Plaintiff; vs Alexandre Marcil, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the Defendant.

TRUDEAU & GUERIN,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 17th May, 1915. 2980—21-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4449. Dame Victoria Trudeau, des cité et district de Montréal, épouse de J. Ferdinand Lemieux, maître-plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs Le dit Ferdinand Lemieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 mai 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,

BEAULIEU & MERCIER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 mai 1915.

2981—21-4

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4399. Dame Déla Harbour alias Arbour, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Brunet, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Napoléon Brunet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6ième jour de mai 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,

Procureurs de la demanderesse.

30 Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 7 mai 1915.

2791—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2572. Avis est par le présentes donné, que le 10 mai 1915, Dame Bertha alias Bruche Schierer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Izig Elie Weininger, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. de LORIMIER, C. R.,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 mai 1915.

2879

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par Dame Albina Cimon, de la paroisse de Saint-Hubert, épouse commune en biens de Joseph Pelletier, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, sous le No 5698, Cour Supérieure, district de Kamouraska.

LEO BERUBE,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 19 mai 1915.

3023—21-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5400. Dame Sara Paul épouse commune en biens de Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le quatrième jour de mai 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,

KEARNEY & LAFONTAINE,

3129—22-5 Procureurs de la demanderesse

Province de Québec. District de Rimouski. Cour Supérieure. No 5204. Dame Marie R. de L. Cantin, épouse de Omer Levasseur, ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Ulric, district de Rimouski, dûment autorisé à ester en justice, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

ASSELIN & ASSELIN,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 28 mai 1915.

3361—23-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4449. Dame Victoria Trudeau, of the city and district of Montreal, wife of J. Ferdinand Lemieux, master plumber, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff, vs The said J. Ferdinand Lemieux, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on May 17th, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,

BEAULIEU & MERCIER,

Attorneys for the Plaintiff

Montreal, 17th May, 1915.

2982—21-4

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4399. Dame Déla Harbour alias Arbour, from the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Brunet, merchant of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Napoleon Brunet, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th day of April 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,

Attorneys for Plaintiff.

30 Saint Jacques, Montreal.

Montreal, 7th May, 1915.

2792—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2572. Notice is hereby given you that on the 10th day of May instant Dame Bertha alias Bruche Schierer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isig Elie Weininger, of the same place manufacturer, duly authorized to ester en justice, has sued her husband for separation as to property.

R. G. de LORIMIER, K. C.,

Attorney for Plaintiff

Montreal, 12th May, 1915.

2880

An action for separation as to property, has been instituted this day by Dame Albina Cimon, of Saint Hubert parish, wife common as to property of Joseph Pelletier, merchant, of the same place and duly authorized to ester en justice, under No. 5698, Superior Court, district of Kamouraska.

LEO BERUBE,

Attorney for Plaintiff.

Fraserville, 19th May, 1915.

3024—21-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 5400. Dame Sara Paul, wife common as to property of Jacob Schierer, furrier, of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jacob Schierer, furrier, of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property was instituted herein against the defendant on the fourth day of May, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,

KEARNEY & LAFONTAINE,

3130—22-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec. District of Rimouski. Superior Court. No. 5204. Mme Marie R. de L. Cantin, wife of Omer Levasseur, formerly merchant, of the parish of Saint Ulric, district of Rimouski, and duly authorized to ester en justice, has instituted to day an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for the plaintiff.

Rimouski, 28th May, 1915.

3362—23-5

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 435. Dame Eliza Wardlaw Perry of Kingsbury, dans la province de Québec, épouse de Richard Pease des cité et district de Montreal, dûment autorisée aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure de ce district rendu mercredi, le 28 avril 1915, Demanderesse, vs Le dit Richard Pease, conducteur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 3ième jour de mai courant.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 mai 1915. 2851—20-2

Province de Québec. District de Montréal. No 4121. Cour Supérieure. Dame Amanda Guindon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Bélair, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Hormisdas Bélair, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 2 mars 1915.

ARCHAMBAULT & CHASSE,
3025—21-2 Avocats de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 608. Dame F. Litofsky, épouse commune en biens de Salomon Grabstein, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure, Demanderesse; vs Salomon Grabstein, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur, le sixième jour de mai 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3127—22-5 Procureurs de la Demanderesse.

Avis de Faillites

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Bedford.
In re J. B. Payette, hôtelier, Eastman, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au dix-neuf juin 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

LOUIS JOSEPH JODOIN,
Curateur.
Waterloo, P. Q., 1er juin 1915. 3457

Re Ph. Létourneau & Cie, Saint-Pierre, marchands,
Avis est par le présent donné que les dits insolubles nous ont fait une cession judiciaire de leurs biens et nous avons été nommés gardiens provisoires.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.
Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec, Que.
Québec, 7 juin 1915. 3509

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4359. Dame Eliza Wardlaw of Kingsbury in the Province of Quebec, wife of Richard Pease of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes of these presents by a judgment of the Superior Court for this district rendered on Wednesday, the 28th April, 1915, Plaintiff, vs The said Richard Pease, conductor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted in this case on the 3rd of May instant.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th May, 1915. 2852—20-5

Province of Quebec. District of Montreal. No. 4121. In the Superior Court. Dame Amanda Guindon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Bélair, of the same place; duly authorized to ester in justice, Plaintiff; vs Hormisdas Bélair, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 2nd of March, 1915.

ARCHAMBAULT & CHASSE,
3026—21-2 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 608. Dame F. Litofsky, wife common as to property of Solomon Grabstein, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester *en justice* for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court, Plaintiff; vs Salomon Grabstein, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on May 6th, 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3128—22-5 Attorneys for Plaintiff.

Bankrupt Notices

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Bedford.
In re J. B. Payette, hotel-keeper, Eastman,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 19th June, 1915, after which date this dividend will be payable at my office.

LOUIS JOSEPH JODOIN,
Curator.
Waterloo, P. Q., 1st June, 1915. 3458

Re Ph. Létourneau & Cie, Saint Peter, merchants.
Notice is hereby given that the said insolvents have made us a judicial assignment of their assets, and we have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.
Office: 98 Saint Peter street, Quebec, Que.
Quebec, 7th June, 1915. 3510

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Rimouski,
No 5087.

Dans l'affaire de Moise Habib, Matane, Qué.,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende a été déclaré
en cette affaire, lequel sera sujet à objection
jusqu'au 30 juin 1915, après cette date, ce divi-
dende sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 2 juin 1915.

3435

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 180-a-513.

Dans l'affaire de Myer Ungar, Montréal, Qué.,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende a été déclaré
en cette affaire, lequel sera sujet à objection
jusqu'au 2 juillet 1915, après quelle date, le
dividende sera payable à mon bureau.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 3 juin 1915.

3437

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Louis Ornstein, Cabano, Qué.,
et Rivière Bleue, Insolvable.

Avis est par le présent donné que par une or-
donnance de la cour, en date du 4 juin, 1915,
j'ai été nommé curateur aux biens de cette succes-
sion.

Les réclamations assermentées doivent être
produites à mon bureau sous un mois de cette
date.

LORENZO BELANGER,
Curateur.

Bureau: Can. Credit Men's,
Trust Ass., Ltée., 402, Edifice Coristine.
Montréal, 5 juin 1915.

3453

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re J. A. Dufour,

et Insolvable;

F. X. Bilodeau, Curateur

Un premier et final bordereau de collocation a
été préparé en cette cause: les collocations
seront payables à mon bureau à partir du vingt-
huitième jour de juin 1915.

Toute contestation à tel dividende devra être
déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
Telephone, Main 3232.
Montréal, 4 juin 1915.

3455

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Rimouski,
No. 5087.

In the matter of Moise Habib, Matane, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been declared in this matter,
which is open to objection until 30th day of June,
1915, after which date, this dividend will be
payable at our office.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 Notre-Dame Street East.
Montreal, 2nd June, 1915.

3436

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 180-a-513.

In the matter of Myer Ungar, Montreal, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend has been declared in this matter which
is open to objection until, the 2nd day of July,
1915, after which date the dividend will be paya-
ble at our office.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame Street East.
Montreal, 3rd June, 1915.

3438

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Louis Ornstein of Cabano, Que.,
and Rivière Bleue, Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the
court dated 4th June, 1915, I was appointed cura-
tor to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this date.

LORENZO BELANGER,
Curator.

Can. Credit Men's Trust,
Association, Limited, 402, Coristine Bldg.
Montreal, 5th June, 1915.

3454

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re J. A. Dufour,

and Insolvent;

F. X. Bilodeau, Curator.

A first and final bordereau of dividend has been
prepared in this cause: the collocations will be
payable at my office, from the twenty eight day
of June, 1915.

Any contestation to such dividend must be
deposited with me before the date above men-
tioned.

F. X. BILODEAU,
Curator.

15 Saint James street.
Telephone Main 3232.
Montreal, 4th June, 1915.

3456

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Hendrikx & Albers,
et

Insolubles;

W. G. Ayling,

Curateur.

Avis est par le présent donné aux créanciers des dits insolubles qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, 212 rue McGill, Montréal, le vingtième jour de juin 1915.

W. G. AYLING,
Curateur.
3449

Montréal, 3 juin 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 54a-402.

In re A. D. Cohen & A. B. Haranovitch, "Syndicate Saint Paul", Montréal, Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire, lequel sera sujet à objection jusqu'au 28 juin 1915, après quelle date le dividende sera payable à mon bureau.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame est.
Montréal, Qué., 5 juin 1915. 3499

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières,
No 472.

Nap. E. Godin, requérant-cession; et Gervais & Laflamme, débiteurs-insolubles.

Avis est donné que le 5 juin 1915, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens des dits Gervais et Laflamme, qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

FERDINAND BELLEFEUILLE,
Curateur.
3503

Trois-Rivières, 7 juin 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Dame Adéline Lafleur, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné, que j'ai préparé un troisième bordereau de dividende, lequel sera payable à mon bureau, 211 rue McGill, Montréal, le ou après le trentième jour de juin 1915.

G. E. MARTIN,
Curateur.
3505

Montréal, 12 juin 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Max-Lubin, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné, que le trentième jour de mai 1915, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

G.-E. MARTIN,
Subrogé Gardien Provisoire.

Bureau: Edifice McGill.
211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 12 juin 1915. 3507

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Hendrikx & Albers,
and

Insolvent;

W. G. Ayling,

Curator.

Notice is hereby given to the creditors of the said insolvent that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, 212 McGill street Montreal, on the 20th day of June, 1915.

W. G. AYLING,
Curator.
3450

Montreal, 3rd June 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 54a-402.

In re A. D. Cohen & A. B. Haranovitch, "Syndicate Saint Paul", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in this matter, which is open to objection until the 28th day of June, 1915, after which date the dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame street east.
Montreal, Que., 5th June, 1915. 3500

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 472.

Nap. E. Godin, petitioner for assignment; and Gervais & Laflamme, insolvents-debtors.

Notice is hereby given that on the 5th June, 1915, the undersigned was appointed, by an order of the court, curator to the property of the said Gervais & Laflamme who have made an assignment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from the date of this notice.

FERDINAND BELLEFEUILLE,
Curator.
3504

Three Rivers, 7th June, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Dame Adéline Lafleur, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that I have prepared a third dividend sheet, which will be payable at my office, 211, McGill street, Montreal, on or after the thirtieth day of June, 1915.

G. E. MARTIN,
Curator.
3506

Montreal, 12th June, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Max Lubin, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the thirty first day of May, 1915, the aforesaid insolvent made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

G.-E. MARTIN,
Sub. Provisional Guardian.

Office: McGill Building.
211, McGill street, Montreal.
Montreal, 12th June, 1915. 3508

Re Dlle A. Choquette, Enrg., modiste, Montréal,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 26 juin 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs-Conjoints.

107, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 9 juin 1915.

3529

Re Edmond Loranger, épicier, Montréal,
Insolvable.

Un second bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 26 juin 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

EUGENE PREVOST,
Curateur.

Bureau de Prevost & Bédard,
107, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 9 juin 1915.

3531

District de Terrebonne

*Re John Scarborough, marchand, Saint-Philippe-
d'Argenteuil, P. Q.*

En vertu d'un ordre de la cour en date du 5 juin 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs-Conjoints.

107, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 9 juin 1915.

3533

District de Montréal.

Re Arthur Clermont, épicier, Montréal,

Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 29ème jour de mai, 1915, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub-Gardien-Provisoire.

Bureau de Prevost & Bedard.
107, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 9 juin 1915.

3535

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 257.

Les héritiers de feu Checkri M. Ajmo, ont, ce jour, fait cession de leurs biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ALEX.-G. GOUDSI,

Montréal, 28 mai 1915.

3537

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

*Re Abraham Goldstein, 1350 Notre-Dame-Ouest,
Montréal,*

Insolvable.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure, en date du 8 juin 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains, dans les trente jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,

Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 8 juin 1915.

3539

Re Miss A. Choquette, Regd., milliner, Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 26th day of June, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

PREVOST & BEDARD,
Joint Curators.

107, Saint James street, Montreal.
Montreal, 9th June, 1915.

3530

Re Edmond Loranger, grocer, Montreal,
Insolvent.

A second dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 26th day of June, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

EUGENE PREVOST,
Curator.

Office of Prevost & Bédard,
107, Saint James street, Montreal.
Montreal, 9th June, 1915.

3532

District of Terrebonne

*Re John Scarborough, merchant, Saint Philippe-
d'Argenteuil, P. Q.*

In virtue of an order of the Court dated 5th June, 1915, we have been appointed joint curators to the above estate.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

PREVOST & BEDARD,
Joint-Curators.

107, Saint James street, Montreal.
Montreal, 9th June, 1915.

3534

District of Montreal.

Re Arthur Clermont, grocer, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th day of May, 1915, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub-Provisional Guardian.

Office of Prevost & Bédard,
107, Saint James street, Montreal.
Montreal, 9th June, 1915.

3536

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 257.

The heirs of the late Checkri M. Ajmo, have, this day, made a judicial abandonment and I have been appointed provisional guardian.

ALEX. G. GOUDSI.

Montreal, 28th May, 1915.

3538

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

*Re Abraham Goldstein, 1350 Notre Dame West,
Montreal,*

Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 8th of June, 1915, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 8th June, 1915.

3540

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.

Paul Tremblay, marchand général, de Saint-Cyprien, comté de Témiscouata, a, le 7ième jour de juin 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, le 9 ju n 1915.

3541

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

In re Emile Farris, Coaticook, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er juillet 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 9 juin 1915.

3543

District des Trois-Rivières

Joseph Michel Badeaux, de la cité des Trois-Rivières, pharmacien, a, le septième jour de juin 1915, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

JOSEPH ARTHUR TRUDEL,
Gardien-Provisoire.

3545

Avis

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Règlement décrétant l'augmentation du nombre de directeurs de la compagnie "Crédit Canadien Incorporé".

Résolu:

Proposé par J. C. Gagné, et appuyé par J. A. Bégin, qu'il est expédient d'augmenter le nombre des directeurs.

En conséquence, la compagnie "Crédit Canadien Incorporé", décerne ce qui suit

Le nombre des directeurs de la compagnie "Crédit Canadien Incorporé", est par le présent fixé à quinze.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de mai, mil neuf cent quinze.

J. D'HALEWYN,
Président de la Compagnie,
"Crédit Canadien Incorporé".

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Crédit Canadien Incorporé", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus, augmentant le nombre des directeurs de la dite compagnie, a été soumis le trente et unième jour du mois de mai, mil neuf cent quinze et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Montréal, ce deuxième jour de juin, mil neuf cent quinze.

J. C. GAGNE,
Secrétaire de la compagnie,
"Crédit Canadien Incorporé".

3485

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.

Paul Tremblay, general merchant, of Saint Cyprien, county of Témiscouata, has, on the 7th day of June, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Kamouraska, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint Peter street.
Quebec, 9th June, 1915.

3542

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

In re Emile Farris, Coaticook, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st of July, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office;

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 9th June, 1915.

3544

District of Three Rivers.

Joseph Michel Badeaux, of the city of Three Rivers, Druggist, has on the 7th day of June, 1915 made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Three Rivers, according to law.

JOSEPH ARTHUR TRUDEL,
Provisional Guardian.

3546

Notice

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

By-law enacting the augmentation of the number of directors of the company "Credit Canadien Incorporé".

Resolved:

Moved by J. C. Gagné and seconded by J. A. Bégin that it is expedient to increase the number of Directors.

Therefore the company "Crédit Canadien Incorporé", enacts as follows:

The number of directors of the company "Crédit Canadien Incorporé", is hereby fixed at fifteen.

Dated at Montreal, this twentieth day of May, one thousand nine hundred and fifteen.

J. D'HALEWYN,
President of the company,
"Credit Canadien Incorporé".

I, the undersigned, secretary of the company "Credit Canadien Incorporé", do hereby certify that the above by-law increasing the number of directors of said company, was submitted on the thirty first day of the month of May, one thousand nine hundred and fifteen and approved by the vote of the shareholders representing two-thirds in value of the capital stock, at a special general meeting duly called for that purpose.

Dated at Montreal, this second day of June, one thousand nine hundred and fifteen.

J. C. GAGNE,
Secretary of the company,
"Crédit Canadien Incorporé".

3486

LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUEBEC

BARRAGE-RESERVOIR PROJETÉ SUR LA RIVIÈRE
SAINT-AURICE

AVIS AUX ENTREPRENEURS

Des soumissions cachetées adressées au soussigné et portant cette mention "Soumission pour Barrage à La Loutre sur la rivière Saint-Maurice" seront reçues au bureau de la Commission des Eaux Courantes de Québec, chambre 264, Edifice du Parlement à Québec, jusqu'à midi mardi, le 15 juin 1915.

Les plans et devis peuvent être examinés au bureau ci-haut mentionné ou au bureau de la Commission, chambre 803, Edifice McGill, Montréal.

Les personnes qui désirent soumissionner devront accepter l'échelle des salaires préparée ou à être préparée par le Département du Travail de Québec, et cette échelle des salaires fera partie du contrat.

Les soumissionnaires doivent se rappeler que les soumissions ne seront considérées que si elles sont faites selon les formules fournies à cet effet.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté par une banque canadienne et fait payable à l'ordre du Trésorier Provincial, pour une somme de cent cinquante mille (150,000) dollars et cette somme sera confisquée si le soumissionnaire à qui l'ouvrage sera adjugé refuse de signer un contrat pour les prix mentionnés dans sa soumission.

Le chèque ainsi fourni sera retourné aux entrepreneurs dont la soumission ne sera pas acceptée.

Le chèque du soumissionnaire à qui l'ouvrage sera adjugé sera retenu comme garantie totale ou partielle que l'ouvrage sera exécuté selon le contrat à être signé.

La Commission ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

Par ordre,

O. LEFEBVRE,
Ingénieur en Chef.

La Commission des Eaux Courantes de Québec.
Montréal, le 29 avril 1915.

N.-B.—Les journaux qui publieront cet avis sans l'autorisation de la Commission ne seront pas payés.

2783

En liquidation

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS ET DE SES AMENDEMENTS

Dans l'affaire de "The Canadian Gold Fields Syndicate, Limited", En liquidation.

Avis est par le présent donné que par jugement de l'Honorable juge Bruneau, rendu le 20 mai 1915, autorisation est donnée de payer un dividende aux actionnaires.

Le dit dividende au taux de 4.43% a été déclaré payable à mon bureau lundi le 12 juillet 1915, aux actionnaires inscrits au dossier, le 20 juin 1915.

JOHN HYDE,
Liquidateur.

Montréal, 5 juin 1915.

3443

THE QUEBEC STREAMS COMMISSION

PROPOSED STORAGE DAM ON THE SAINT MAURICE
RIVER

NOTICE TO CONTRACTORS

Sealed Tenders addressed to the undersigned and marked "Tender for Storage Dam at La Loutre on the Saint Maurice river" will be received at the office of the Quebec Streams Commission, Room 264, Parliament Building, Quebec, until twelve o'clock, on Tuesday, the 15th of June, next, 1915.

Plans and specifications can be seen on or after this date at the said office or at the Quebec Streams Commission's Office, Room 803, McGill Building, Montreal.

Parties tendering will be required to accept the fair wages schedule prepared or to be prepared by the Department of Labour of the Province of Quebec, which schedule will form part of the contract.

Tenderers are notified that tenders will not be considered unless made strictly in accordance with the printed forms.

An accepted bank check for the sum of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), made payable to the order of the Provincial Treasurer, must accompany each tender, which sum will be forfeited if the party tendering declines entering into contract for the work, at the rates stated in the offer submitted.

The cheque thus sent in will be returned to the respective contractors whose tenders are not accepted.

The cheque of the successful tenderer will be held as security, or part security, for the due fulfilment of the contract to be entered into.

The lowest of any tender not necessarily accepted.

By order,

O. LEFEBVRE,
Chief Engineer.

The Quebec Streams Commission.
Montreal, 29th April, 1915.

Newspapers inserting this advertisement without authority from the Commission will not be paid for it.

2784

In Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT AND ITS AMENDMENTS

In the matter of The Canadian Gold Fields Syndicate, Limited, In Liquidation.

Notice is hereby given that by Judgment of Hon. Mr. Justice Bruneau, rendered on 20th May, 1915, a dividend was authorized to be paid to the Shareholders. Said dividend at the rate of 4.43% has been declared payable at my office on Monday 12th July 1915, to Shareholders of record on 20th June 1915.

JOHN HYDE,
Liquidator.

Montreal, 5th June, 1915.

3444

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

No 5720.

P. J. A. Cardin & al, Demandeurs; vs Ed. Vigneault, Défendeur, et Dame Sarah Martel, Opposante, et les demandeurs, Contestants.
Le premier jour de juin mil neuf cent quinze.

Sur l'ordre de l'honorable juge A. A. Bruneau, J. C. S., donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit "Edmond Vigneault" commerçant ci-devant du village de Pierreville, district de Richelieu, mais actuellement de Malesworth, district de Pontiac, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Richelieu, à Sorel, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle" de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

COUSINEAU & DAUPHINAIS,

3439—24-2

P. C. S.

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

No. 5720.

P. J. A. Cardin & al, Plaintiff; vs Ed. Vigneault, Defendant, and Dame Sarah Martel, Opposant; and the Plaintiffs, Contestants.

The first day of June one thousand nine hundred and fifteen.

Upon the order of the Honourable Justice A. A. Bruneau, J. S. C., given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Edmond Vigneault, trader, heretofore of the village of Pierreville, district of Richelieu, but now of Malesworth, district of Pontiac, defendant, the creditors of said defendant, who have not yet filed their claims in this case are hereby called upon to file same at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Richelieu, at Sorel, within fifteen days from the date of the first insertion of the "Official Gazette" of Quebec, pursuant to the provisions of articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

COUSINEAU & DAUPHINAIS,

3440—24-2

P. S. C.

Vente par Encan

DOMINION EXPRESS COMPANY

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi des chemins de fer du Canada, La Compagnie Dominion Express, vendra par encan public, dans le cité de Montréal, province de Québec, mardi, le 15 juin 1915, tous les effets non réclamés qu'elle a en sa possession depuis et avant le 1er juin 1914, aux bureaux de la Division Atlantique.

W. S. STOUT,

2651—19-6

Président et Gérant Général.

CHEMIN DE FER DU QUEBEC CENTRAL.

VENTE PAR ENCAN DE BAGGAGE ET D'EFFETS
NON RÉCLAMÉS

La compagnie du chemin de fer du Québec Central, donne par le présent avis qu'elle vendra par enchère publique, à l'entrepôt Fuller & Wiggett, vis-à-vis son hangar à marchandises, Sherbrooke, P. Q., mardi, le 6 juillet 1915, à 10 heures de l'avant-midi, une quantité de pièces de machinerie, garnitures de maison et autres objets divers.

J. H. WALSH,

Gérant-Général.

Sherbrooke, 28 Mai 1915.

3133—22-6

Auction Sale

DOMINION EXPRESS COMPANY

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at Public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Tuesday, 15th June, 1915, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June 1st, 1914, at offices in the Atlantic Division.

W. S. STOUT,

2652—19-6

President and General Manager.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AUCTION SALE OF UNCLAIMED FREIGHT AND
BAGGAGE

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at Fuller & Wiggett's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Tuesday, 6th July, 1915, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,

General Manager.

Sherbrooke, 28th May, 1915.

3134—22-6

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVES PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME E. ROY, Demanderesse; contre OSCAR VIEL, Défendeur et H. Cantin et al., mis en cause et C. R. Garneau, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain d'environ deux arpents en superficie, plus ou moins, faisant partie de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick sous le numéro deux cent douze (p. 212), de forme irrégulière, compris dans les bornes suivantes, au nord-ouest au chemin public, au nord-est, au No 207 et partie à la rivière aux Pins, au sud-est à la dite rivière et au sud-ouest à partir du chemin public à environ six cents pieds d'un puits, qui existe actuellement et ensuite suivant les sinuosités d'une petite coulée jusqu'à la dite rivière,—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 17 mai 1915. 3027—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } J. A. ST GERMAIN ET AL., Demandeurs; contre J. N. VAILLANCOURT, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous les numéros cinquante-six et cinquante-sept (56 et 57), à distraire la partie vendue à J. N. Kirouac et une autre petite pointe au nord de trente pieds sur sa face sud-ouest et de douze pieds sur sa face sud-est,—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 17 mai 1915. 3029—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } NAPOLEON GOU-LET, Demandeur; contre PIERRE LOUIS LEFEBVRE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 185 et la moitié ouest du lot No 186 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Bulstrode—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire, le VINGT-QUATRIEME jour de JUIN prochain, (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, ce 19 juin 1915. 3055—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME E. ROY, Plaintiff; against OSCAR VIEL, Defendant and H. Cantin et al., mis en cause, and C. R. Garneau, curator to the surrander.

As belonging to the defendant:

A piece of land of about two arpents in superficies, more or less, being part of immoveable known and described on the official cadastre for the township of Warwick, under number two hundred and twelve (p. 212), of irregular form, comprised in the following boundaries, north westerly by the highway, north easterly by No. 207, and partly by "Rivière aux Pins", south easterly by said river and south westerly starting from highway at about six hundred feet from a wells which is actually existing and thence following the edge of a small creek to the said river,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door at Saint Médard de Warwick on the TWENTY FIFTH day of June next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, 17th May, 1915. 3028—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } J. A. ST GERMAIN ET AL., Plaintiffs; against J. N. VAILLANCOURT, Defendant.

As belonging to the defendant:

An immoveable known and designated on official plan and book of reference for the township of Warwick, under numbers fifty six and fifty seven (56 and 57), to be deducted the part sold to J. N. Kirouac and another little piece to the north, of thirty feet on the south westerly side and of twelve feet on the south easterly side,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Médard de Warwick, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD

Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, 17th May, 1915. 3030—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } NAPOLEON GOU-LET, Plaintiff; against PIERRE LOUIS LEFEBVRE, Defendant.

As belonging to the defendant:

The number 185 and the westerly half of lot number 186 of the plan and book of reference for the township of Bulstrode—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Saint Rosaire, on the TWENTY FOURTH day of JUNE next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 19th May, 1915. 3056—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } EUGENE TREM-
No 4732. } BLAY, de Chicou-
timi, charretier; vs EGIDE HARVEY, de Jon-
quière.

Tout ce lopin de terre ou emplacement situé en la ville de Jonquièrre, et connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquièrre, sous le numéro neuf de la dernière redivision du lot numéro 22-B-9, du quatrième rang de ce canton, lequel mesure cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds—avec ensemble la maison et autres bâties dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquièrre, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDMOND SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 17 mai 1915. 2989—21-2
[Première publication, 22 Mai 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

No 5765. } EDMOND ROULEAU, Dentiste,
de Montréal; contre CHARLES
BARRETTE, marchand, de Saint-Barthélemi.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu le vingt-sept avril, 1915, à une heure de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barthélemi, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Barthélemi, district de Joliette, MARDI, le QUINZIEME jour de JUIN, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 17 mai 1915. 2991—21-2
[Première publication, 22 Mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.

No. 7089. } THE ST. LAWRENCE FLOUR
MILLS CO. LTD., de Mont-
réal, Demanderesse; contre JOHN VERRET,
boulangier, de Saint-Patrice de Rawdon, Defen-
deur.

1. Une terre connue comme étant les lots numéros vingt A, vingt-un A, vingt-un B, et la moitié nord-ouest du lot numéro vingt-deux (20 A, 21 A, 21 B et $\frac{1}{2}$ N.-O. 22) du cinquième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton, contenant treize arpents de longueur par trente de largeur; bornée en front au sud est, partie par James A. Mason, partie par Edmond Morin et partie par P. H. Massue et

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } EUGENE TREMBALY
No. 4732. } of Chicoutimi, carter;
vs EGIDE HARVEY, of Jonquièrre.

The whole of that parcel of land or emplacement, situate in the town of Jonquièrre, and known and designated upon the official cadastre of the township of Jonquièrre, under the number nine of the last redivision of the lot number 22-B-9, of the fourth range of said township, the said parcel of land or emplacement measuring fifty feet in width by a depth of one hundred feet, —together with the house and other buildings thereon erected; and all dependencies.

To be sold at the church door of Jonquièrre, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 17th May, 1915. 2990—21-2
[First published, 22nd May, 1915.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Richelieu.

No. 5765. } EDMOND ROULEAU, Dentist,
of Montreal; against CHAR-
LES BARRETTE, merchant, of Saint Barthé-
lemi.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in the present cause formerly announced to take place on the twenty seventh day of April, 1915, at one o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint Barthélemi, will take place at the church door of the parish of Saint Barthélemi, district of Joliette, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 17th May, 1915. 2992—21-2
[First published, 22nd May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

No. 7089. } THE ST. LAWRENCE FLOUR
MILLS CO. LTD., of Montreal
Plaintiff; against JOHN VERRET, baker of
Saint Patrice de Rawdon, Defendant.

1. A land known as being the lots numbers twenty A, twenty one A, twenty one B, and the north west half of lot number twenty two (20A, 21 A, 21 B and N.-W. $\frac{1}{2}$ of 22) of the fifth range of the township of Rawdon, upon the official cadastral plan and book of reference of a part of said township, containing thirteen arpents in depth by thirty in width; bounded in front, to the south east, partly by James A. Mason, partly by Edmond Morin and partly by P. H.

Max Co., au nord ouest par le sixième rang du dit canton, au sud-ouest par Misael Neveu ou représentants et de l'autre côté au nord-est par Georges et Robert Irsein—avec bâtisses.

2. Un terrain au village de Rawdon, contenant soixante-dix pieds de largeur sur environ un arpent de profondeur, borné en front par la rue Queen en arrière par James Kelly, d'un côté par Ernest Forest et de l'autre par Aristide Lapierre, connu et désigné comme faisant partie du numéro de subdivision cent soixante-sept du lot numéro dix-sept (17-167) du cinquième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton—avec maison, boulangerie et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, district de Joliette, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1915, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 17 mai 1915. 2993—21-2
[Première publication, 22 Mai 1915.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska: } **PIERRE MAL-**
No 5635. } **ENFANT,**
Demandeur; vs J. ASSELIN LIMITEE, Défenderesse.

Un immeuble consistant en un moulin à scie, avec engin, bouilloire, machineries et accessoires complets attaché et attenants au dit moulin à scie dont ils font partie, érigé le dit moulin à scie sur un terrain faisant partie du lot No 27, rang C. du canton Armand, en la dite paroisse de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, lequel terrain appartient à Sieur Maxime LeBel de Saint-Honoré, de qui la défenderesse l'a loué, par bail, pour l'exploitation de son moulin, le tout tel qu'il est actuellement—circonstances et dépendances.

Et le dit Sieur Maxime LeBel, par convention écrite avec le demandeur, s'engage à continuer la location de l'emplacement du dit moulin aux conditions stipulées dans le bail passé avec la défenderesse.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la dite paroisse de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, le VING-TROISIEME jour de JUILLET prochain à DEUX heures de l'après-midi.

J. O. GIRARD,

Bureau du Shérif. Shérif.
3553—24-2
[Première publication, 12 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Massue and Max Co., towards the north west by the sixth range of said township, towards the south west by Misael Neveu or representatives and on the other side towards the north east by George and Robert Irsein—with buildings.

2. A lot of land in the village of Rawdon, containing seventy feet in width by about one arpent in depth; bounded in front by Queen street, in rear by James Kelly, on one side by Ernest Forest and on the other side by Aristide Lapierre, known and designated as forming part of the subdivision number one hundred and sixty seven of lot number seventeen (17-167) of the fifth range of the township of Rawdon, upon the official cadastral plan and book of reference of a part of said township, —with a house, bakery and other dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Rawdon, district of Joliette, on the TWENTY EIGHT day of JUNE, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 17th May, 1915. 2994—21-2
[First published, 22nd May, 1915.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

District of Kamouraska: } **PIERRE MAL-**
No. 5635. } **ENFANT,**
Plaintiff; vs F. ASSELIN, LIMITEE, Defendant.

An immovable consisting of a saw-mill with engine, boiler, machinery and complete accessories attached to and connected with said saw-mill, of which they form part, the said saw-mill being erected upon a parcel of land forming part of the lot No. 27, range C of the township of Armand, in the said parish of Saint Honore, county of Temiscouata, said parcel of land belonging to Mr. Maxime LeBel, of Saint Honore, who leased it to the Defendant for the operation of its saw-mill, the whole as it now subsists—circumstances and dependencies.

The said Mr. Maxime LeBel, by written agreement with the Plaintiff binds himself to continue the leasing of said mill site upon the same conditions as are stipulated in the lease made with the said Defendant.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Honore, county of Temiscouata, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
3554—24-2
[First published, 12th May, 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District of Montmagny.*

Montmagny, à savoir: } **○ NESIME NOEL,**
 No 86. } marchand de
 Saint-Cajetan d'Armagh, Demandeur; contre
 les héritiers de feu **LOUIS LEMIEUX** de lieux
 inconnus, Défendeurs.

Un terrain contenant deux arpents et sept perches de front, du côté sud, sur la profondeur du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Armagh, dans le rang est, de la fourche du nord-ouest sous le No onze (11), le tout vendus à charge de rente suivant la donation enregistrée au bureau d'enregistrement de Bellechasse au Reg. A, Vol. 27, No 34139—avec les bâties dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan d'Armagh, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **JUIN** prochain, 1915, à **DIX** heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montmagny, 19 mai 1915.

3033—21-2

[Première publication, 22 mai 1915].

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District of Montréal.*

Montréal, à savoir: } **MOSES VINEBERG,**
 No 3936. } Demandeur; contre
 les terres et héritages de **MAX ADELSON & ABRAHAM ADELSON**, Défendeurs.

Saisis comme appartenant auxdits défendeurs, les immeubles suivants, à savoir:

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, étant la partie nord-est du lot connu et désigné sous le numéro cent treize aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Laurent, mesurant, ladite partie de lot, quarante six pieds en largeur par cent deux pieds et six pouces en profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par le Boulevard Saint-Laurent, en arrière par la section sud-ouest dudit lot numéro cent-treize, d'un côté, au nord-ouest par le lot numéro cent douze des dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté, au sud-est par le lot numéro cent-quatorze des dits plan et livre de renvoi officiels—avec bâties dessus construites et tous droits à un certain passage concédé sur l'arrière section dudit emplacement, en vertu d'un acte de vente d'un certain Carl Rosenberg à Mendel Seidman, devant le notaire Derome, en date du 11 décembre 1911, enregistré sous le No 84281 à Montréal-Est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUINZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **TROIS** heures de relevée.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 7 juin 1915.

3471—24-2

[Première publication, 12 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montmagny.*

Montmagny, to wit: } **○ NESIME NOEL,**
 No. 86. } merchant, of
 Saint Cajetan d'Armagh, Plaintiff; against the
 heirs of the late **LOUIS LEMIEUX**, of unknown
 parts, Defendants.

A lot of land containing two arpents and seven perches in front, on the south side, by the depth of the lot of land known and designated upon the official cadastre of the township of Armagh, in the east range, of the north west branch, under the number eleven (11), the whole to be sold subject to the rent stipulated in the deed of gift registered at the registry office of Bellechasse, in Reg. A., Vol. 27, No. 34139—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cajetan d'Armagh, on the **TWENTY SECOND** day of June next, 1915, at **TEN** o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montmagny, 19th May, 1915.

3034—21-2

[First published, 22nd May, 1915].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **MOSES VINEBERG,**
 No. 3936. } Plaintiff; against the
 lands and tenements of **MAX ADELSON & ABRAHAM ADELSON**, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants the following immovable, to wit:

A piece of land situate in the Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal, being the north east part of the lot known and designated as number one hundred and thirteen of the official plan and book of reference of said Saint Lawrence Ward, measuring the said part of lot forty six feet in width by one hundred and two feet and six inches in depth, more or less, english measure; bounded in front by Saint Lawrence Boulevard, in rear by the South West part of the said lot number one hundred and thirteen, on one side, to the north west by lot number one hundred and twelve of said official plan and book of reference, and on the other side, to the south east, by the lot number one hundred and fourteen of the said official plan and book of reference—with buildings thereon erected and with all rights in a certain passage established on the rear part of the said lot of land, as per deed of sale of one Carl Rosenberg to Mendel Seidman, Derome, notary, dated 11th December, 1911, registered under No. 84281 at Montreal East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FIFTEENTH** day of **JULY** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montreal, 7th June, 1915.

3472—24-2

[First published, 12th June, 1915].

MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET AL.,**
No 12 H. } curateurs aux biens
de C. Marquette et J.-B. Dupré, insolubles; et
THE FINANCIAL TRUST COMPANY, LIMITED, requérante.

Un emplacement ayant front sur la rue Labelle, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante neuf (449), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, mesurant en largeur trente-six pieds par quarante-cinq pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins,—avec bâtisses dessus construites, portant les lot civique 50 de la dite rue Labelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 juin 1915. 3473—24-2
[Première publication, 12 Juin, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **TOBIN MANUFACTURING CO.,** corps
No 845. } politique et incorporé ayant son bureau chef à
Bromptonville, dans le district de Saint-François,
et une place d'affaires dans les cité et district de
Montréal, Demanderesse; contre les terres et
héritages de **HILAIRE LESIEUR DESAULNIERS,** Défendeur.

Deux lisières de terrain situées dans le quartier DeLorimier, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Bordeaux, connu et désigné sous les numéros mille trente-huit et mille trente-neuf du lot numéro officiel cent soixante et un (161-1038-1039) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de relevé.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 juin 1915. 3475—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE ONESIME LETOURNEUX,**
No 6190. } ME LETOURNEUX,
des cité et district de Montréal, veuve de Zotique
Limoges, en son vivant marchand, du même lieu,
Demanderesse *ès-nom et qualité*; contre les terres
et tenements de **LIONEL BRUNET,** Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Beaubien et portant le numéro quatre cent soixante-quatre (464) de la subdivision du lot No cent quatre-vingt-onze des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, dans le comté d'Hochelaga, avec droit de passage en commun dans les rue et ruelles, communiquant au susdit lot—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 juin 1915. 3481—24-2
[Première publication, 12 juin 1915.]

CURATORS WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET AL.,**
No. 12 H. } Curators to the estate
of C. Marquette and J. B. Dupré, Insolvents; and
THE FINANCIAL TRUST COMPANY, LIMITED, Petitioner.

That certain emplacement fronting on Labelle street, in the city of Montreal, known and designated as lot number four hundred and forty nine (449) of the official plan and book of reference of the Saint James Ward, of the city of Montreal, containing a width of thirty six feet, by a depth of forty five feet, english measure and more or less together—with the buildings thereon erected bearing civic number 50 of said Labelle street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th June, 1915. 3474—34-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **TOBIN MANUFACTURING CO.,** a body politic
No. 845. } and incorporated and having its head office at
Bromptonville, in the district of Saint François,
and a place of business in the city and district
of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HILAIRE LESIEUR DESAULNIERS,** Defendant.

Two certain tracts of land situated in DeLorimier Ward, in the city of Montreal, fronting on Bordeaux street, known and described as number one thousand and thirty eight and one thousand and thirty nine of the official lot number one hundred and sixty one (161-1038-1039) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation,—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th June, 1915. 3476—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE ONESIME LETOURNEUX,**
No. 6190. } of the city and district of Montreal, widow of
Zotique Limoges, in his lifetime, merchant, of the
same place, Plaintiff, *ès-nom et qualité*; against
the lands and tenements of **LIONEL BRUNET,** Defendant.

A lot of land fronting on Beaubien street, and bearing the number four hundred and sixty four (464) of the subdivision of the lot No. one hundred and ninety one of the official plan and book of reference of the incorporated village, of Côte de la Visitation, in the county of Hochelaga, with the common use of the streets and lanes communicating with the aforesaid lot and also—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th June, 1915. 3482—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **GEORGES WILLIAM**
No 1678. } **FAUST**, Demandeur;
contre les terres et héritages de **DAME MARIE**
GROULX, épouse séparée de biens de **Damase**
Joron, de Pont-Viau, dans le district de Montréal,
et y faisant affaire seule sous la raison sociale de
"D. Joron & Cie", et le dit **Damase Joron**,
mis en cause, pour autoriser son épouse aux fins
des présentes, Défenderesse.

Partie de l'emplacement No onze (11) des plan
et livre de renvoi officiels de Saint-Vincent de Paul
(Pont Viau), comté de Laval, mesurant environ
deux cents (200) pieds de largeur par deux cent
cinquante (250) pieds en profondeur, ayant front
sur le chemin public; borné au nord par J.-B. Da-
genais, au sud-est par A. Charbonneau, et à l'est
par Eusèbe Labelle et Charles Brake—avec
bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le
QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 juin 1915. 3477—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME EMERENTIE**
No 4971. } **NE LAMARCHE**,
des cité et district de Montréal, épouse contrac-
tuellement séparée de biens de **Albert Pauzé**, du
même lieu, et ce dernier en autant que besoin
est pour autoriser sa dite épouse aux fins des
présentes, Demanderesse; contre les terres et
tenements de **RENE DESNOYERS**, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Cas-
grain, en la cité de Montréal, connu et désigné
sous les numéros un et deux de la subdivision du
lot numéro huit cent quarante-quatre du lot origi-
naire numéro dix (10-844, 1 et 2) et les lots numé-
ros un et deux de la subdivision du lot numéro
huit cent quarante-cinq du lot originaire numéro
dix (10-845, 1 et 2) aux plan et livre de renvois
officiels du village incorporé de la Côte Saint-
Louis.—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 Juin, 1915. 3479—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

MANDAT DE CURATEUR **FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. G. DUHAMEL**, Cura-
No 127a-466D } **teur aux biens de**
O. LAMOUREUX, Failli; et **Joseph Cailloux**,
Requérant.

Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de
la rue de l'Epée, en la ville d'Outremont, étant
la partie nord-ouest du lot de terre portant le
numéro deux cent soixante et sept de la subdivi-
sion du lot numéro trente quatre A (34-A)-267),
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Montréal; contenant cette partie de lot vingt
pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de
profondeur—avec une maison en bois et briques
contenant trois logements portant les numéros
746-746a-746b de la dite rue de l'Epée et avec

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **GEORGES WILLIAM**
No. 1678. } **FAUST**, Plaintiff; against
the lands and tenements of **DAME MARIE**
GROULX, wife separate as to property of
Damase Joron, of Pont-Viau, in the district of
Montreal, and there carrying on business alone
under the firm name of "D. Joron & Co", and
the said **Damase Joron**, for the purpose of autho-
rizing his wife to these presents, Defendant.

That certain part of lot number eleven (11), of
the official plan and books of reference of Saint
Vincent de Paul (Pont Viau), county of Laval,
containing about two hundred (200) feet in width
by about two hundred and fifty (250) feet in
depth, fronting on the public road; bounded on the
north by J.-B. Dagenais, on the south east by
A. Charbonneau, and on the east by Eusèbe
Labelle and Charles Brake—with the buildings
thereon erected.

To be sold at the parochial church door of
the parish of Saint Vincent de Paul, on the
FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th June, 1915. 3478—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME EMERENTIE**
No. 4971. } **LAMARCHE**, of the
city and district of Montreal, wife contractually
separated as to property of **Albert Pauzé**, of the
same place, and the latter in so far as needs be
to authorize his said wife for the purposes hereof,
Plaintiff; against the lands and tenements of
RENE DESNOYERS, Defendant.

An emplacement fronting on Casgrain street,
in the city of Montreal, known and designated
under the numbers one and two of the subdivision
of the lot number eight hundred and forty four
of the lot original number ten (10-844-1 and 2),
and the lots numbers one and two of the subdivi-
sion of the lot number eight hundred and forty
five of the lot original number ten (10-845-1 and
2), upon the official plan and book of reference
of the incorporated village of Côte Saint Louis—
with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTEENTH day of JULY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th June, 1915. 3480—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

CURATOR'S WARRANT **FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. G. DUHAMEL**, Curator
No. 127a-466 D } **to the property of O.**
LAMOUREUX, Insolvents; and **Joseph Cailloux**,
Petitioner.

An emplacement situate on the south west
side of De L'Epée street, in the town of Outre-
mont, being the north west part of the lot of land
bearing the number two hundred and sixty
seven of the subdivision of the lot number thirty
four A (34A-267) of the official plan and book
of reference of the parish of Montreal; said empla-
cement measuring twenty feet in front by ninety
two feet in depth,—with a wood and brick house
containing three dwellings bearing the numbers
746-746a-746b of the said De L'Epée street, and

droit de passage dans la ruelle qui dessert cet immeuble, lequel ayant front sur la rue de l'Épée.
Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 8 Juin 1915. 3489—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **J. WILFRID MICHAUD**
No 12e. **J. CHAUD ET HENRI DESROSIERS**, Curateurs aux biens de **JEAN-BAPTISTE DUPRE ET CHARLES MARQUETTE**, Faillis.

Un lot de terre situé dans le quartier Longue-Pointe, dans la cité de Montréal, portant le numéro cent soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt et un (21-176) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Montsabré,—avec les constructions dessus érigées, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot en commun avec tous les autres y ayant droit, y compris la machinerie actuellement dans la boutique telle qu'elle est.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 8 Juin 1915. 3491—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **G. GEORGES MILLEN**
No 5014. **ET WILLIE MILLEN**, marchands, faisant affaires ensemble comme tels sous la raison sociale de "Millen & Frères" Demandeurs; contre **JEAN ABEL BORDERIE**, Défendeur.

Un certain emplacement borné en front par la rue Upper, coin de la rue Iberville, connu et désigné sous les numéros deux cent quarante-neuf et deux cent cinquante de la subdivision officielle du lot originaire six cent trente-huit (638-249 et 250), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, le dit emplacement contenant 59 pieds de largeur par 88 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 8 juin 1915. 3493—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **A. ALFRED G. NOISEUX**,
No 3822. Demandeur; contre **J. F. PACIFIQUE LAFRANCE**, Défendeur et **Willie Lasalle**, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement ayant front sur la rue Menai, au coin de la rue Forfar, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent vingt-sept (427) des plan et livre de renvoi officiels du quar-

the use of the lane leading to said immoveable, which immoveable fronts on De L'Épée street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 8th June, 1915. 3490—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **J. WILFRID MICHAUD**
No. 12e. **J. AND HENRI DESROSIERS**, Curators to the property of **JEAN-BAPTISTE DUPRE AND CHARLES MARQUETTE**, Insolvents.

A lot of land situate in Longue-Pointe Ward, in the city of Montreal, bearing the number one hundred and seventy six of the official subdivision of the lot original number twenty one (21-176) upon the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, containing twenty five feet in width by eighty four feet in depth, the whole english measure and more or less; bounded in front by Montsabré street,—with all constructions thereon erected and the use of the lane in rear of said lot in common with all others having rights therein, including all the machinery now lying in the said shop as it now subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 8th June, 1915. 3492—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **G. GEORGES MILLEN AND WILLIAM MILLEN**,
No. 5014. merchants, carrying on business together as such under the firm name and style of "Millen & Frères", Plaintiffs; against **JEAN ABEL BORDERIE**, Defendant.

That certain emplacement fronting on Upper street, corner of Iberville street, known and designated under the numbers two hundred and forty nine and two hundred and fifty of the official subdivision of the lot original number six hundred and thirty eight (638-249 and 250), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, the said emplacement containing 59 feet in width by 88 feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 8th June, 1915. 3494—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **A. ALFRED G. NOISEUX**,
No. 3822. Plaintiff; against **J. F. PACIFIQUE LAFRANCE**, Defendant and **Willie Lasalle**, mis-en-cause.

Seized as belonging to the said Defendant, the following immoveables, to wit:

1. An emplacement fronting on Menai street, corner of Forfar street, known and designated as being the lot number four hundred and twenty seven (427) of the official plan and book of refe-

15 JUIN 1915

tier Sainte-Anne, en la cité de Montréal—avec bâtisses et dépendances dessus construite.

Un autre emplacement ayant front sur la rue Britannia, connu et désigné comme étant les lots numéro quatre et cinq de la subdivision officielle du lot original numéro quatre cent quatre (404-4 et 5), des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées à distraire cependant de ces deux derniers lots un certain morceau de terre de forme triangulaire mesurant 113 pieds dans la ligne nord, 151 pieds et deux dixième dans la ligne sud-ouest, et 48 pieds dans la ligne est, comprenant une superficie de deux mille cinq cent cinquante pieds (2550 pds), le tout mesure anglaise et plus ou moins, et faisant partie des dites subdivisions 4 et 5, ce morceau de terre ayant été vendu à la cité de Montréal, par acte de vente dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, sous le No 120,102.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 8 juin 1915. 3495—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDGAR MAURICE**
No 1323. } **BERLINER**, De-
mandeur; contre les terres et tenements de **JOHN**
O'CONNOR, défendeur.

Un certain lot de terre situé sur l'Avenue Colbrooke, connu aussi comme étant l'Avenue Saint-Charles, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, étant composé:

1. Du lot numéro quatre sur le plan de subdivision du lot numéro soixante-quinze sur le plan de subdivision du lot numéro cinquante-deux, aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, (52-75-4).

2. Du lot numéro quatre sur le plan de subdivision du lot numéro soixante-seize sur le plan de subdivision du lot numéro cinquante-deux aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (52-76-4).

3. Du lot numéro quatre sur le plan de subdivision du lot numéro soixante-dix-sept sur le plan de subdivision du lot numéro cinquante-deux (52-77-4), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

4. Du lot numéro quatre sur le plan de subdivision du lot numéro soixante-dix-huit sur le plan de subdivision du dit lot numéro cinquante-deux (52-78-4)—avec bâtisses dessus érigées.

A distraire cependant de l'arrière partie du dit lot numéro quatre du dit lot numéro soixante-dix-huit, au dit plan officiel, une lisière de terrain de douze pieds de profondeur sur toute la largeur du dit lot, laquelle est réservée pour une ruelle commune pour communiquer de la troisième Avenue à l'arrière des lots de subdivision du dit lot numéro cinquante-deux.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 9 juin 1915. 3521—24-2
[Première publication, 12 juin 1915].

rence of Saint Ann's Ward, in the city of Montreal—with the buildings and dependencies thereon erected.

2. Another emplacement fronting on Britannia street, known and designated as being the lots numbers four and five of the official subdivision of the lot original number four hundred and four (404-4 and 5) of the said official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected; to deduct however from the last two lots a certain parcel of land of triangular outline measuring 113 feet on the north line, 151 feet and two tenths on the south west line, and 48 feet on the east line, containing two thousand five hundred and fifty feet (2550 ft) in superficies, the whole english measure and more or less, said parcel of land forming part of the subdivisions 4 and 5 and having been sold to the city of Montreal, by deed of sale duly registered at the Registry Office, of Montreal West, under the No. 120,102.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 8th June, 1915. 3496—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDGAR MAURICE BER-**
No 1323. } **LINER**, Plaintiff;
against the lands and tenements of **JOHN**
O'CONNOR, Defendant.

That certain lot of land situate in Colbrooke Avenue, also known as Saint Charles Avenue, in the Notre Dame de Grâce Ward; of the city of Montreal, being composed of:

1. Of lot number four upon the subdivision plan of lot number seventy five upon the subdivision plan of lot number fifty two upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, (52-75-4);

2. Of lot number four upon the subdivision plan of lot number seventy six upon the subdivision plan of lot number fifty two upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (52-76-4).

3. Of lot number four upon the subdivision plan of lot number seventy seven upon the subdivision plan of lot number fifty two (52-77-4) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

4. Of lot number four upon the subdivision plan of lot number seventy eight upon the subdivision plan of the said lot number fifty two (52-78-4)—with the buildings thereon erected.

To deduct however from the rear part of said lot number four of the said lot No. seventy eight, upon the said official plan, a strip twelve feet in depth by the whole width of the said lot, which is reserved for a common lane to communicate from third Avenue to the rear of the subdivision lots of the said lot number fifty two.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 9th June, 1915. 3522—24-2
[First published, 12th June, 1915].

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. G. DUHAMEL**, cu-
No 127a. 466c. } rateur aux biens de
Osias Lamoureux, Failli; et **DAME A. CHOPIN**
et vir, Requérente.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, contenant quarante pieds et quatre pouces de largeur en front, quarante-trois pieds trois pouces en arrière, par une profondeur de soixante-seize pieds et dix pouces dans la ligne sud-est et de soixante-dix-neuf pieds dans la ligne nord-ouest, formant une superficie de trois mille deux cent un pieds, le dit lot de terre composé de tout le lot numéro cent seize (116), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, moins la partie, du dit lot vendu par M. Napoléon Turcot, à la ville Saint-Louis, pour l'élargissement de la dite rue Saint-Laurent, suivant acte passé devant O. Desautels, N. P., le 29 octobre 1909, enregistré à Hochelaga & Jacques-Cartier sous le No 171073, le dit lot de terre étant borné en front par la dite rue Saint-Laurent, telle qu'élargie, en arrière par le lot No 128 sur le dit plan, d'un côté, au sud-est, par le lot No 117 et de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie ci-après décrite du lot No 115 sur le même plan.

2. Un emplacement ayant front sur la dite rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, contenant vingt pieds de largeur par soixante et quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, composé de la moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro 115, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ($\frac{1}{2}$ S. E. 115) moins la partie de la dite moitié du dit lot vendue par William Legault à la ville Saint-Louis, pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent, en arrière par partie du lot No 129, au sud-est par le dit lot numéro cent seize ci-dessus décrit et au nord-ouest par le résidu du dit lot No 115.

3. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds de largeur en front par soixante-dix-sept pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure française, le dit emplacement connu et désigné sous le numéro cent vingt-huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 9 juin 1915.

3523—24-2

[Première publication, 12 juin 1915].

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET AL.**,
No 12 G. } Curateurs aux biens
de J. B. DUPRE & CHARLES MARQUETTE,
Faillis.

1. Un terrain ou emplacement situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga, à être pris sur et à même le lot de terre numéro cent seize (116) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet, à une distance de trois cent cinquante pieds du coin Nord du lot numéro cent dix-huit (118) des même plan et livre de renvoi officiels,

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. G. DUHAMEL**, curator
No. 127a 466c. } to the property of
Osias Lamoureux, Insolvent; and **DAME A. CHOPIN** et vir, Petitioner.

1. A lot of land fronting on Saint Laurent street, in the city of Montreal, containing forty feet and four inches in width in front, forty three feet and three inches in rear, by a depth of seventy six feet and ten inches on the south east side and a depth of seventy nine feet on the north west side forming a superficies of three thousand two hundred and one feet, the said lot of land being composed of the whole of lot number one hundred and sixteen (116), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, save and except the portion thereof sold by Mr. Napoleon Turcot, to the town of Saint Louis, for the widening of said Saint Laurent street, according to deed of sale before O. Desautels, N. P., dated the 29th October, 1909, registered at Hochelaga and Jacques Cartier, under the No. 171073, the said lot of land being bounded in front by the said Saint Laurent street, as widened, in rear by the lot No. 128 of said plan, on one side, towards the south east, by the lot No. 117, and on the other side, towards the north west, by the hereunder described part of lot No. 115 of same plan.

2. An emplacement fronting on said Saint Laurent street, in the city of Montreal, containing twenty feet in width by seventy four feet in depth, english measure and more or less, composed of the south east half of the lot of land known and designated under the number 115, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis (S. E. $\frac{1}{2}$ of 115), save and except that part of said half of said lot sold by William Legault to the town Saint Louis, for the widening of Saint Laurent street, bounded in rear by part of lot No. 129, towards the south east by the said lot number one hundred and sixteen hereinabove described, and towards the north west by the residue of said lot No. 115.

3. An emplacement fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, containing forty two feet in width in front by seventy seven feet and six inches in depth, the whole french measure, the said emplacement known and designated under the number one hundred and twenty eight, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 9th June, 1915.

3524—24-2

[First published, 12th June, 1915].

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET AL.**,
No. 12 G. } Curators to the pro-
perty of J. B. DUPRE & CHARLES MAR-
QUETTE, Insolvents.

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga, to be taken out of the lot of land number one hundred and sixteen (116) of the official plan and book of reference of the said parish of Sault-au-Récollet, at a distance of three hundred and fifty feet from the north corner of the lot number one hundred and eighteen (118)

situé à l'intersection du chemin de la Côte Saint-Michel et du chemin public qui conduit au village du Sault-au-Récollet, ce terrain devant contenir cent pieds de largeur en front et en arrière par une profondeur de deux cents pieds dans chacune ligne latérale, le tout mesure anglaise, et en suivant parallèlement les lignes des chemins ci-dessus mentionnés, en sorte que ce terrain est borné comme suit: en front, par le dit chemin public qui conduit au village du Sault-au-Récollet et en arrière et des deux côtés par le résidu du dit lot numéro cent seize.

2. Un terrain de forme irrégulière se terminant en pointe à son extrémité nord-ouest situé en la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, connu et désigné comme étant partie de la partie non-subdivisée du lot numéro cent seize (116) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet, borné comme suit: d'un côté par le résidu de la dite partie du dit lot numéro cent seize ci-dessus décrit, de l'autre côté partie par le coin sud du lot numéro dix-sept et partie par les arrières parties des lots numéros dix-huit et dix-neuf tous de la subdivision officielle du dit lot cent seize et a une extrémité par partie du lot numéro vingt de la dite subdivision, l'autre extrémité se terminant en pointe comme susdit avec passage sur le lot No 21. Les dits deux lots ci-dessus mentionnées ne formant qu'une seule et même exploitation—avec bâtisses dessus construites.

3. Un lot de terre situé dans le quartier de la Longue-Pointe en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro deux cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire vingt et un (21-219) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses dessus construites, ayant front sur la rue Lacordaire, portant les numéros civiques 566 et 568 de la dite rue Lacordaire.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 9 Juin 1915. 3525—24-2
[Première publication, 12 Juin 1915.]

FIERI FAC IAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour C^z périeure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE FINANCIAL TRUST COMPANY, LIMITED**, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son bureau-chef et principale place d'affaires, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs **JOSEPH A. GODIN**, des cité et district de Montréal Défendeur.

1. Un emplacement situé, rue Sherbrooke, quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, et étant une partie du lot connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro sept cent quarante-six, contenant trente pieds et six pouces de largeur, en front; trente-neuf pieds six pouces en largeur, en arrière, par cent cinquante-trois pieds de profondeur sur la ligne latérale nord-est et cent quarante-quatre pieds et six pouces en profondeur sur la ligne latérale sud-ouest, le tout, plus ou moins, d'après la mesure anglaise; borné en avant par la rue Sherbrooke-est, en arrière par une ruelle de dix-huit pieds de large, conduisant à la rue Sanguinet, et connu comme étant la subdivision No dix du dit lot sept cent quarante-six; du côté sud-ouest, par le numéro 8 de subdivision du

of the same official plan and book of reference situate at the intersection of Côte Saint Michel road and the public highway leading to the village of Sault-au-Récollet, the above lot of land or emplacement to measure one hundred feet in width in front and in rear by two hundred feet in depth on both lateral sides, the whole english measure, the four sides of said emplacement to be drawn parallel to the above mentioned roads, so that said emplacement is bounded as follows: in front by the said public highway leading to the village of Sault-au-Récollet and in rear and on both sides by the residue of said lot number one hundred and sixteen.

2. A lot of land of irregular outline tapering out to a point at its north west extremity, situate in the parish of Sault-au-Récollet, county of Hochelaga, known and designated as being part of the un-subdivided part of the lot number one hundred and sixteen (116) of the official plan and book of reference of the said parish of Sault-au-Récollet, bounded as follows: on one side by the residue of the said part of said lot number one hundred and sixteen herein above described, on the other side partly by the south corner of lot number seventeen and partly by the rear parts of lots numbers eighteen and nineteen, all of the official subdivision of said lot number one hundred and sixteen, at one end by part of lot number twenty of said subdivision, the other end tapering out to a point as aforesaid with a right of way upon the lot No. 21. The said two lots above described forming but one and the same plot—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land situate in Longue-Pointe Ward, in the city of Montreal, known and designated as being the lot of land number two hundred and nineteen of the official subdivision of the lot original number twenty one (21-219) upon the official plan and book of reference of the said parish of Longue-Pointe—with the buildings thereon erected, fronting on Lacordaire street and bearing the civic numbers 566 and 568 of said Lacordaire street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 9th June, 1915. 3526—24-2
[First published, 12th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE FINANCIAL TRUST COMPANY LIMITED**, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal Plaintiff; vs **JOSEPH A. GODIN**, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A certain lot of land situate on Sherbrooke street, in the Saint Louis Ward, of the said city of Montreal, and being part of lot known and designated on the official plan and book of reference of the said ward as number seven hundred and forty six (746) containing thirty feet four inches in width in front; twenty nine feet six inches in width in rear by one hundred and fifty three feet in depth on the north east lateral line and one hundred and forty four feet six inches in depth on the south west lateral line, the whole english measure and more or less; bounded in front by Sherbrooke street East, in rear by a lane of eighteen feet in width, leading to Sanguinet street and known as subdivision number ten of said lot number seven hundred and forty six; on the south west side by subdivision number eight

dit lot sept cent quarante-six, et du côté sud-est partiellement par une portion du lot de subdivision No trente-trois du dit lot numéro sept cent quarante-six, partiellement, par la terminaison de la ruelle connue comme étant le numéro de subdivision vingt-deux, du dit lot No sept cent quarante-six, et partiellement, par la subdivision vingt-un du dit lot No sept cent quarante-six, le tout d'une description et délimitation plus particularisées sur le plan préparé par Joseph Rielle, arpenteur provincial, en date du deuxième jour d'août, mil huit cent soixante et quinze, avec droit de passage en commun avec les propriétaires des propriétés adjacentes, à, sur et à travers la dite ruelle en arrière des dites prémisses, mais, sans abstruer la dite ruelle en aucune manière quelconque;

II. 1. Les emplacements connus et désignés sous les Nos trente, trente-un, trente-deux, trente-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept cent quarante-six, (lots 746-30, 31, 32 et 33) aux plans et livre de renvoi officiel du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal; aussi, avec droit de passage sur la ruelle en arrière étant la subdivision No vingt-deux du dit lot numéro sept cent quarante-six, en commun avec les autres y ayant droit;

2. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante, quarante-un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro sept cent quarante-six, (lots 746-40, 41, 42, 43, 44, 45, 46) aux dits plan officiel et livre de renvoi du dit quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, avec cette partie de la ruelle portant le numéro quarante-sept de la dite subdivision (partie de la ruelle 746-47) en partant du dit lot numéro quarante-six de la dite subdivision, lot 746-46 jusqu'au numéro de ruelle sept cent quarante-six G (ruelle 746-G), et le droit avec toutes les autres parties intéressées dans l'autre partie de la partie restante du dit numéro de ruelle numéro quarante-sept de la dite subdivision (partie restante de la ruelle 746-47) à la ruelle trente-huit de la dite subdivision (746-38), et aussi dans le numéro de ruelle sept cent quarante-six F (ruelle 746-F), aux dits plan officiel et livre de renvoi.

3. Cette partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre du dit lot originaire numéro sept cent quarante-six (partie sud-ouest du lot 746-34), aux dits plan officiel et livre de renvoi du quartier Saint-Louis, laquelle partie s'étend du côté nord-est des dits lots numéros trente et quarante-trois de la dite subdivision (lots 746-30 et 746-43),

La dite partie sud-ouest du dit lot numéro trente-quatre de la dite subdivision (partie sud-ouest du lot 746-34) étant bornée comme suit: d'un côté, en allant au nord-ouest, par les dits lots numéros trente, trente-et-un, trente-deux, trente-trois de la dite subdivision [lots 746-30, 31, 32 et 33], d'un autre côté, vers le sud-est, par les dits lots numéros quarantetrois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six de la dite subdivision, (lots 746-43, 44, 45 et 46) et aussi par une partie du lot numéro quarante-deux de la dite subdivision (partie du lot 746-42); à une extrémité, vers le sud-ouest, par le lot numéro six cent quarante-six H. (lot 746-H) par une partie du lot numéro un de la subdivision du lot numéro sept cent quarante-six A (partie du lot 746-A) des dits plan officiel et livre de renvoi; et à l'autre extrémité, vers le nord-est, par le résidu ou la partie qui reste du dit lot numéro trente-quatre de la dite subdivision (résidu ou partie restante du lot 746-34), ce résidu ou partie restante étant maintenant une rue publique appelée "La Montée

of said lot number seven hundred and forty six and on the south east side partly by a portion of subdivision number thirty three of said lot number seven hundred and forty six, partly, by the end of a lane known as subdivision number twenty two of said lot number seven hundred and forty six, and partly, by subdivision twenty one of said lot number seven hundred and forty six, the whole as more particularly delineated and described on the plan prepared by Joseph Rielle, provincial land surveyor, dated the second day of August, eighteen hundred and seventy-five together with the right of way in common with the proprietors of adjoining property, in, to, over and upon the said lane in rear of said premises but without obstructing the said lane in any way whatever;

II. 1. The lots of land known and designated as numbers thirty, thirty one, thirty-two and thirty-three of the official subdivision of the original lot number seven hundred and forty-six (lots 746-30, 31, 32 & 33) on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal; and with the right of passage in the lane in rear being subdivision number twenty-two of said lot number seven hundred and forty-six, in common with others having rights therein.

2. The lots of land known and designated as numbers forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five and forty-six of said official subdivision of said original lot number seven hundred and forty-six (lots 746-40, 41, 42, 43, 44, 45 & 46) on the said official plan and book of reference of the said Saint Louis Ward, in the city of Montreal, with that part of the lane bearing number forty-seven of the said subdivision (part of lane 746-47) starting from the said lot number forty-six of the said subdivision lot 746-46 to the lane number seven hundred and forty-six G (lane 746 G) and the right with all other interested parties in the other part of remaining part of the said lane number forty-seven of said subdivision (remaining part of lane 746-47) to the lane number thirty-eight of said subdivision (746-38) and also in the lane number seven hundred and forty-six F. (lane 746 F.) of said official plan and book of reference.

3. That south-west part of the lot of land known and designated as number thirty-four of said original lot number seven hundred and forty-six (south-west part of lot 746-34) of said official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, which part extends to the north-east side of the said lots numbers thirty and forty three of the said subdivision (lots 746-30 and 746-43).

The said south-west part of said lot number thirty-four of said subdivision (south-west part of lot 746-34) being bounded as follows: on one side, towards the north-west, by the said lots numbers thirty, thirty-one, thirty-two, and thirty-three of said subdivision (lots 746-30, 31, 32 and 33); on the other side, towards the south-east, by the said lots numbers forty-three, forty-four, forty-five and forty-six of said subdivision (lots 746-43, 44, 45 & 46) and also by a part of the lot number forty-two of said subdivision (part of lot 746-42); at one extremity, toward the south-west, by the lot number seven hundred and forty-six H (lot 746 H.) by a part of the lot number one of the subdivision of the lot number seven hundred and forty-six A (part of lot 746 A-I) of said official plan and book of reference, and at the other extremity, towards the north-east, by the residue or remaining part of said lot number thirty-four of said subdivision (residue or remaining part of lot (746-34), that residue or remaining part being now a public

du Zouave", cédée à la cité de Montréal et lui appartenant, sous l'autorité d'une résolution ou d'un ordre du Conseil de ville, en date du quatorze septembre, mil neuf cent huit.

Les dits trois lots mentionnés au paragraphe 2, pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DOUZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 9 juin 1915. 3527-24-2
[Première publication, 12 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **F**ERDINAND TREM-
No 1324. **BLAY**, Deman-
deur; contre les terres et tènements de INVEN-
TION AND PROMOTION, LIMITED, com-
pagnie dûment incorporée ayant sa principale
place d'affaires en les cité et district de Montréal,
Défenderesse.

Un lopin de terre situé dans le quartier de la Longue-Pointe, dans la cité de Montréal, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, comme étant une partie du lot de terre numéro quatre cent deux (pte 402) et comprise entre la rue Notre-Dame et le fleuve Saint-Laurent, et borné comme suit: au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, au nord-ouest par la rue Notre-Dame, au nord-est par une partie du lot de terre numéro quatre cent trois des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue-Pointe, appartenant à Pierre Bernard ou représentants, et au sud-ouest par une partie du lot de terre numéro quatre cent un aux mêmes plan et livre de renvoi officiels appartenant à Joseph Archambault, ou représentants—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 18 mai 1915. 2995-21-2
[Première publication, 22 mai 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **D**IEUDONNE PELO-
No 387. **QUIN**, Demandeur;
contre les terres et tènements de D. A. C. CLER-
MONT, Défendeur.

1. Quatre lots de terre situés en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, connus et désignés comme étant les lots numéros onze et douze de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-six (136-11 & 12) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, et comme lots numéros vingt-sept et vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-cinq (135-27 & 28) des plan et livre de renvoi officiels susdits, avec bâtisses dessus érigées, et avec droit de passage dans les ruelles de la dite subdivision.

2. Un terrain de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro trois cent quarante (340) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le comté de Laval, ayant deux arpents de largeur, à la frontière, sur la profondeur de trois arpents, un arpent et demi de largeur à la profondeur, le tout plus ou moins; borné au front au chemin macadamisé allant à Terrebonne, d'un côté au No 342, et de l'autre côté au reste du dit lot No 340, appartenant à

street called "La Montée du Zouave" ceded and belonging to the city of Montreal by virtue of resolution or order of city council, dated the fourteenth of September, nineteen hundred and eight. The said three lots mentioned in paragraph 2, to be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TWELVE o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
3528-24-2
[First published, 12th June, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **F**ERDINAND TREM-
No. 1324. **BLAY**, Plaintiff;
against the lands and tenements of INVENTION
AND PROMOTION, LIMITED, a body politic
and corporate having its chief place of business
in the city and district of Montreal, Defendant.

A parcel of land situate in Longue-Pointe ward, city of Montreal, and known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, as being part of the lot of land number four hundred and two (pt. No. 402), and lying between Notre-Dame street, and the river Saint Laurent, and bounded as follows: Towards the south east by the river Saint Lawrence, towards the north west by Notre-Dame street, towards the north east by a portion of the lot of land number four hundred and three of said official plan and book of reference of the said parish of Longue-Pointe, belonging to Pierre Bernard or representatives and towards the south west by a portion of the lot of land number four hundred and one upon the aforesaid official plan and book of reference belonging to Joseph Archambault, or representatives—with all buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 18th May, 1915. 2996-21-2
[First published, 22nd May, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **D**IEUDONNE PELO-
No. 387. **QUIN**, Plaintiff;
against the lands and tenements of D. A. C. CLERMONT, Defendant.

1. Four lots of land situated in the parish of Saint-Vincent de Paul, known and designated as being the lots numbers eleven and twelve of the official subdivision of the lot number one hundred and thirty six (136-11 & 12) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Vincent de Paul, county of Laval, and the lots numbers twenty seven and twenty eight of the official subdivision of the lot number one hundred and thirty five (135-27 & 28) of the aforesaid official plan and book of reference, with buildings thereon erected and with the use of the lanes of said subdivision.

2. A parcel of land of irregular outline, forming part of the lot number three hundred and forty (340) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Vincent de Paul, in the county of Laval, measuring two arpents in width, in front, by three arpents in depth, and one arpent and a half in width, in rear, the whole more or less; bounded in front by the macadamized road leading to Terrebonne, on one side by the No. 342 and on the other side by the resi-

W. Meunier, en arrière par le No 102, de Saint-François de Sales—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 mai 1915. 2997—21-2
[Première publication, 22 mai, 1915].

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL, Curateur aux biens de OSIAS LAMOUREUX, Failli; et Dame A. VALLIERES et vir, Requérents.

Un emplacement situé rue Champagneur, à Outremont et désigné comme étant la plus grande partie nord ouest du lot de terre numéro cent soixante de la subdivision officielle du lot de terre numéro trente-cinq (35-160) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Champagneur, en profondeur par une ruelle, d'un côté par le résidu du susdit lot et de l'autre côté par le lot de terre numéro cent soixante-un de la dite subdivision officielle, —avec ensemble les constructions y érigées et portant les numéros 749, 749a et 749b de la dite rue Champagneur et avec en plus droit de passage en commun avec tous autres, dans la dite ruelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 18 mai, 1915. 2999—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L E CREDIT MONTREALAIS, LIMITEE, corporation ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de HENRY GAFFNEY, l'un des Défendeurs.

Deux lots de terre bornés en front par l'avenue Marcell, portant les numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-seize (176-54 et 55) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 19 mai 1915. 3043—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE EUGENIE LUMINA BOISBRIAND, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Honoré Boisbriand, restaurateur, du même lieu et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tènements de OMER DIONNE, Défendeurs.

due of said lot No. 340, belonging to W. Meunier, in rear by the No. 102, of Saint François de Sales—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTY FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, 18th May, 1915. 2998—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL, Curator to the property of OSIAS LAMOUREUX, Insolvent; and Dame A. VALLIERES et vir, Applicants.

An emplacement situate on Champagneur street, Outremont and designated as being the larger north-west portion of the lot of land number one hundred and sixty of the official subdivision of the lot of land number thirty-five (35-160) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty feet in width by ninety feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Champagneur street, in rear by a lane, on one side by the residue of aforesaid lot and on the other side by the lot of land number one hundred and sixty one of said official subdivision—together with the constructions thereon erected bearing the numbers 749, 749a and 749b of said Champagneur street, and also the use of said lane in common with all others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, 18th May, 1915. 3000—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L E CREDIT MONTREALAIS LIMITEE a body politic and corporate having its chief place of business at Montreal, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HENRY GAFFNEY, one of the Defendants.

Two lots of land bounded in front by Marcell Avenue, bearing the numbers fifty four and fifty five of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy six (176-54 and 55) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office, Montreal, 19th May, 1915. 3044—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE EUGENIE LUMINA BOISBRIAND, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Honoré Boisbriand, restaurant keeper of the same place, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of OMER DIONNE, Defendant.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Notre-Dame de Grâces, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-cinq (365) de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal sous le numéro cent soixante-quinze (175-365); borné en front par le chemin de la Côte Saint-Antoine, le dit lot contenant trente-huit (38) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 19 mai 1915. 3045—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**ONORE BOIS-
No 60. } **B**RIAND, Deman-
deur; contre les terres et tenements de OMER
DIONNE, Défendeur.

Un emplacement formant le coin sud-ouest du chemin de la Côte Saint-Antoine et de l'Ave-
Harvard, dans le quartier Notre-Dame de Grâces, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme numéros trois cent soixante-six de la subdivision officielle du numéro primitif numéro cent soixante-quinze (175-366), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente-huit pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 19 mai 1915. 3047—21-2
[Première publication, 22 mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A**LBINI RACINE,
No 385. } **A** comptable, des cité
et district de Montréal, et al., ès-qual., Deman-
deurs; contre les terres et tenements de JOSEPH
PRUD'HOMME, Défendeur.

Un lot de terre faisant front sur la rue Sainte-
Emélie, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, connu sous le numéro trois cent dix-huit de la subdivision du lot numéro mille sept cent quatre (1704-318), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec deux maisons en bois et briques dessus construites portant les Nos civiques 553-555 en avant et 545-547 en arrière de la dite rue Sainte-
Emélie, et autres dépendances dessus érigées, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière du susdit lot, en commun, aux conditions ordinaires d'entretien, avec encore droit en commun dans le trottoir conduisant de la rue Saint-Rémi à la propriété de la ruelle Sainte-Emélie.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 19 Mai 1915. 3049—21-2
[Première publication, 22 mai 1915.]

A lot of vacant land lying and situate in Notre-Dame de Grâces Ward, in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and sixty five (365) of the subdivision of the official lot known and designated upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and seventy five (175-365), bounded in front by Côte Saint Antoine Road, the said lot containing thirty eight (38) feet in width by one hundred (100) feet in depth, english measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 19th May, 1915. 3046—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**ONORE BOIS-
No 60. } **B**RIAND, Plain-
tiff; against the lands and tenements of OMER
DIONNE, Defendant.

An emplacement forming the south west corner of Côte Saint Antoine Road, and Harvard Avenue, Notre-Dame de Grâces ward, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number three hundred and sixty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and seventy five (175-366), upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing thirty eight feet in width by one hundred feet in depth, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 19th May, 1915. 3048—21-2
[First published, 22nd May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A**LBINI RACINE,
No 385. } **A** accountant, of the
city and district of Montreal, et al., ès-qual., Plaintiff's; against the lands and tenements of
JOSEPH PRUD'HOMME, Defendant.

A lot of land fronting on Sainte Emélie street, in Saint Henri ward, in the city of Montreal, known as number three hundred and eighteen of the subdivision of lot number one thousand seven hundred and four (1704-318) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with two houses built with wood and brick thereon erected bearing civic numbers 553-555 in front and 545-547 in rear of said Sainte Emélie street, and other dependencies thereon erected, also with the common use of the lane in rear of the aforesaid lot, upon the customary charges of maintenance, and also the common use of the sidewalk leading from Saint Rémi street to the property on Sainte Emélie lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 19th May, 1915. 3050—21-2
[First published, 22nd May, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FON-**
 No 293. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant
 sa principale place d'affaires en les cité et district
 de Montréal, Demandeur; contre les terres et
 tènements de **WILBROD QUENNEVILLE**,
 Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le
 quartier Sainte-Cunégonde, de la cité de Montréal
 au coin nord des rues Napoléon et Duvernay,
 connu et désigné comme étant le numéro deux
 mille quatre cent deux (2402), des plan et livre
 de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
 de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le **VINGT-CINQUIEME** jour de
 JUIN prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 19 mai 1915. 3051—21-2
 [Première publication, 22 mai 1915.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ERNEST ST-AMOUR,**
 No 156a-481. } Curateur aux biens
 de **DELPHA LEDUC**, Failli.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-
 Denis, en la cité de Montréal, composé de deux
 lots connus et désignés sous les numéros sept
 cent onze et sept cent douze (711 et 712) de la
 subdivision officielle du lot numéro trois cent
 trente-neuf (339) aux plan et livre de renvoi offici-
 els du village incorporé de la Côte Saint-Louis;
 borné en front par la rue Laurier, avec droit de
 passage en commun dans la ruelle en arrière avec
 d'autres ayant droit —et avec les bâtisses dessus
 érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de
 Montréal, le **VINGT-QUATRIEME** jour de
 JUIN prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 19 mai 1915. 3053—21-2
 [Première publication, 22 Mai 1915.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **JAMES MACNIDER,**
 No 240. } de la cité de Québec,
 courtier, y faisant affaires comme tel sous le nom
 de "James Macnider & Co"; contre **ALFRED**
ROUSSIN, de la cité de Québec et **FRED O.**
BALLER, de l'endroit appelé Lac Beauport, P.
 Q., les deux conjointement et solidairement, à
 savoir:

Saisis comme appartenant à **Fred O. Baller**,
 l'un des dits défendeurs.

Partie du lot No 78 (soixante et dix-huit) du
 cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dunstan
 du Lac Beauport, étant un emplacement situé
 dans les Fief et Seigneurie de Notre-Dame des
 Anges, dans la paroisse de Beauport, à "La
 Montagne des Ormes", contenant une acre envi-
 ron en superficie, plus ou moins, mais sans aucune

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LE CREDIT FON-**
 No. 293. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, a body politic and corporate,
 having its principal place of business in the city
 and district of Montreal, Plaintiff; against the
 lands and tenements of **WILBROD QUENNE-**
VILLE, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in Sainte
 Cunégonde ward, of the city of Montreal, at the
 north corner of Napoléon and Duvernay streets,
 known and designated as lot number two thou-
 sand four hundred and two (2402), of the official
 plan and book of reference of the municipality
 of the parish of Montreal—with buildings
 thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **TWENTY FIFTH** day of **JUNE** next, at
TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
 Montreal, 19th May, 1915. 3052—21-2
 [First published, 22nd May, 1915.]

CURATOR'S MANDATE
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ERNEST ST. AMOUR,**
 No. 156a-481 } Curator to the estate
 of **DELPHA LEDUC**, Insolvent.

An emplacement situate in Saint Denis Ward,
 in the city of Montreal, composed of two lots
 known and designated as numbers seven hundred
 and eleven and seven hundred and twelve
 (711 and 712) of the official subdivision of lot
 number three hundred and thirty nine (339) on
 the official plan and book of reference of the
 incorporated village of Côte Saint Louis; bounded
 in front by Laurier street, with the use of the
 lane in rear in common with others having right
 therein—and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **TWENTY FOURTH** day of **JUNE** next,
 at **TWO** o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
 Montreal, 19th May, 1915. 3054—21-2
 [First published, 22nd May, 1915.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
 under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
 have been seized, and will be sold at the respec-
 tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **JAMES MACNIDER,** of
 No. 240. } the city of Quebec,
 broker, there doing business as such under the
 name of "James Macnider & Co"; against **AL-**
FRED ROUSSIN, of the city of Quebec and
FRED O. BALLER, of the place called Lake
 Beauport, P. Q., both jointly and severally, to
 wit:

Seized as belonging to **Fred O. Baller**, one of the
 said defendants.

Part of lot No. 78 (seventy eight) of the official
 cadastre for the parish of Saint Dunstan du Lac
 Beauport, being a lot of land situate in the Fief
 and Seigniorie of Notre-Dame des Anges, in the
 parish of Beauport, at "La Montagne des Ormes",
 containing about one acre in superficies, more or
 less, but without any guarantee as to precise

garantie quant à l'étendue précise; bornée au nord-ouest par la rivière Jaune, au sud-est par le chemin public, d'un côté jusqu'au nord-est par ce qui reste du dit lot No 78 duquel la propriété par le présent vendue est séparée par un petit cours d'eau, et de l'autre côté jusqu'au sud-ouest par le lot No. 77—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le TROISIEME jour de JUILLET suivant, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. **ED. BEGIN,**
Québec, 27 mai 1915. Député shérif.
3159—22-2
[Première publication, 29 mai 1915].
[Deuxième publication, 12 juin 1915].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **A** MANDA LEFEBVRE,
No 11. } épouse de Philippe
Larivée de Saint-Grégoire de Montmorency,
dûment autorisée à ester en justice; contre PHILIPPE LARIVÉE, menuisier, du même lieu,
à savoir:

Partie du lot No 159 "cent cinquante-neuf", du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport; borné au nord à Joseph Bergeron, au sud au chemin de fer, à l'est à la rue Edouard VII, à l'ouest à la rue Saint-Nazaire, mesurant cent pieds de front sur trente-cinq pieds de profondeur entre les deux rues, le tout mesure française, étant un emplacement situé sur la rue Edouard VII—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Saint-Grégoire de Montmorency, comté de Québec, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. **ED. BEGIN,**
Québec, 27 mai 1915. Député shérif.
3161—22-2
[Première publication, 29 mai 1915].
[2ème publication, 12 juin 1915].

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski: } **L. J. LEVASSEUR,**
No 3619. } vs. J. E. SAU-
CIER, Montréal, savoir:

Partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, étant un terrain de forme irrégulière, mesurant 80 pieds de front en arrière sur 96 pieds de profondeur, mesure française; borné au nord à la fabrique, au sud à Ths. McKinnon à l'est au chemin public, à l'ouest à Dame Vve. C. Chouinard—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Jérôme de Matane, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif. **CHS. D'ANJOU,**
Rimouski, 9 juin 1915. Shérif.
3355—24-2
[Première publication, 12 juin 1915].

measurement; bounded to the north west by the Rivière Jaune, to the south east by the public road, on one side to the north east by the remainder of said lot No. 78 from which the property hereby sold is divided by a small water course, and on the other side to the south west by lot No. 77,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, on the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. **ED. BEGIN,**
Quebec, 27th May, 1915. Deputy sheriff.
3160—22-2
[First published, 29th May, 1915].
[Second published, 12th June, 1915].

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **A** MANDA LEFEBVRE,
No. 11. } wife of Philippe Larivée,
of Saint Grégoire de Montmorency, duly authorized to *ester en justice*; against PHILIPPE LARIVÉE, joiner, of the same place to wit:

Part of lot No. 159 "one hundred and fifty nine" of the official cadastre for the parish of Beauport; bounded on the north by Joseph Bergeron, on the south by the railway, on the east by Edouard VII street, on the west by Saint Nazaire street, measuring one hundred feet in front by thirty five feet in depth between the two streets, the whole french measure, being an emplacement situate on Edouard VII street,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the village of Saint Grégoire de Montmorency, county of Quebec, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. **ED. BEGIN,**
Quebec, 27th May, 1915. Deputy sheriff.
3162—22-2
[First published, 29th May, 1915].
[Second published, 12th June, 1915].

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski: } **L. J. LEVASSEUR,**
No. 3619. } vs. J. E. SAU-
CIER, Montreal, to wit:

Part of lot number one hundred and eighty-two of the official cadastre of the parish of Saint Jerome de Matane, being a parcel of land of irregular outline, measuring 80 feet in width in rear by 96 feet in depth, french measure; bounded on the north by the Fabrique, on the south by Ths. McKinnon, on the east by the public highway, on the west by Dame Widow C. Chouinard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Jerome de Matane, on the FOURTEENTH day of JULY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. **CHS. D'ANJOU,**
Rimouski, 9th June, 1915. Sheriff.
3556—24-2
[First published, 12th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski: } **FRANK** dit FRAN-
No 5170. } **ÇOIS BELLA-**
VANCE; vs **JOSEPH SENECHAL**, Sainte-Flo-
rence de Beauvillage, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichements, de préemption et autres que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro cinquante, rang un, au cadastre officiel du canton Metalik—avec les bâtisses sus-construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Florence de Beauvillage, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Rimouski, 9 juin 1915.

3557—24-2

[Première publication, 12 juin 1915].

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } **LA BANQUE NATIO-**
No 3171. } **NALE**, corporation
ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, et un bureau à la Malbaie, Demanderesse; vs **MURRAY BAY JOCKEY CLUB**, corporation ayant son principal bureau d'affaires à la Malbaie, Défendeur.

Un certain terrain situé dans la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, rang du Cap-à-l'Aigle, d'une superficie totale de 719,709 pieds anglais de forme irrégulière, étant et comprenant tout le terrain actuellement désigné et connu sous le nom de Rond pour courses de chevaux; le dit terrain faisant partie du lot No 90 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, et étant borné de tous côtés par ce qui reste du dit lot No 90; une certaine partie du dit terrain, savoir: une superficie de 579,234 pieds anglais se trouvant dans la terre actuellement occupée par Johnny Bhérer, et une autre partie, savoir: une superficie de 140,475 pieds anglais se trouvant dans la terre actuellement occupée par Thomas Bouchard, les dites terres de Johnny Bhérer et Thomas Bouchard, étant et composant toutes deux le dit lot No 90, le tout avec droit de passage à pied et en voiture, à l'endroit où il existe actuellement un chemin sur la partie du dit lot No 90, appartenant à Johnny Bhérer, pour communiquer du chemin public du dit rang du Cap-à-l'Aigle au dit rond de course, — le tout aussi avec bâtisses dessus construites, étables, estrade, autre constructions, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la paroisse de la Malbaie, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif,

Shérif.

Malbaie, 17 mai 1915.

2965—21-2

[Première publication, 22 mai 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski: } **FRANK** dit FRAN-
No. 5170. } **ÇOIS BELLA-**
VANCE; vs **JOSEPH SENECHAL**, Sainte-Flo-
rence de Beauvillage, to wit:

All the rights of occupation, clearing, preemption and other rights which the defendant has and may have upon the lot number fifty, range one, official cadastre of the township of Matalik—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Sainte Florence de Beauvillage, on the FIFTEENTH day of JULY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Rimouski, 9th June, 1915.

3558—24-2

[First published, 12th June, 1915].

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } **LA BANQUE NATIO-**
No. 3171. } **NALE**, a body politic
and corporate having its head office in the city of Quebec, and a branch office at La Malbaie, Plaintiff; vs **MURRAY BAY JOCKEY CLUB**, a body politic and corporate having its head office at La Malbaie, Defendant.

That certain parcel of land situate in the parish of Saint Etienne-de-la-Malbaie, range of Cap-à-l'Aigle, of irregular outline; containing a total superficies of 719,709 square feet, english measure, being and comprising the whole of the land now known and designated under the name of Horse Race Track, the above parcel of land forming part of the lot No. 90, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Etienne-de-la-Malbaie, and being bounded on all sides by the residue of said lot No. 90; a certain portion of said parcel of land, containing 579,234 square feet, english measure, forming part of the land presently occupied by Johnny Bhérer, and the remaining portion thereof containing 140,475 square feet, english measure, forming part of the land presently occupied by Thomas Bouchard, the said lands of Johnny Bhérer and Thomas Bouchard, forming the whole of lot No. 90, the whole with a right of way, on foot or with vehicles, in the road presently subsisting upon that part of said lot No. 90, belonging to Johnny Bhérer, to communicate from the public road of said range of Cap-à-l'Aigle, to the said race track—the whole with the buildings thereon erected, stable stands, other constructions, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, in the parish of La Malbaie, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office,

Sheriff.

Malbaie, 17th May, 1915.

2966—21-2

[First published, 22nd May, 1915.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } DAME DEL-
No 736. } PHINE
ROY, épouse commune en biens de Gédéon Bourque, horloger, du village de Weedon, dans le district de Saint-François, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; contre GEDEON BOURQUE, du village de Weedon, dit district, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

"Les lots numéros quinze du quatrième rang et seize "B" et seize "E" du cinquième rang, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Weedon, à en distraire partie du lot seize "E" vendue à Alphée Fontaine et la lisière vendue à la East Canada Smelting Co. pour le passage de son tramway aérien."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon, le TRELZIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 8 juin 1915. 3497—24-2
[Première publication, 12 juin 1915].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } DAME DELPHI-
No. 736. } NE ROY, wife
common as to property of Gedeon Bourque, watchmaker, of the village of Weedon, in the district of Saint Francis, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff; against GEDEON BOURQUE, of the village of Weedon, said district, Defendant.

Seized as belonging to said defendant.

"The lots numbers fifteen of the fourth range and sixteen "B" and sixteen "E" of the fifth range, upon the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Weedon, to deduct therefrom that part of lot sixteen "E" sold to Alpheé Fontaine and the strip of land sold to the East Canada Smelting Co" for its aerial tramway"

To be sold at the church door of the parish of Saint Janvier de Weedon, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office. Sheriff.
Sherbrooke, 8th July, 1915. 3498—24-2
[First published, 12th June, 1915].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.
Sainte-Scholastique, à savoir: } DAME HER-
No 280. } MELINE
MASSIE, Demanderesse; vs THE ROYAL AGRICULTURAL SCHOOLS, Défenderesse.

Les lots connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Howard dans le district de Terrebonne, comme étant les lots numéros 27 et 28 du troisième rang, dans le dit township—avec bâtisses ci-dessus érigées.

Le tout pour être vendus en bloc constituant une seule ferme.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la ville de Lachute, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 mai 1915. 3035—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.
Sainte Scholastique, to wit: } DAME HER-
No. 280. } MELINE
MASSIE, Plaintiff; vs THE ROYAL AGRICULTURAL SCHOOLS, Defendant.

The lots known and designated on the official place and book of reference for the township of Howard, in the district of Terrebonne, as being lots Nos. 27 and 28, on the third range in said township—with buildings thereon erected.

The whole to be sold en bloc being one single farm.

To be sold at the Registry Office, in the town of Lachute, said district, in the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th May, 1915. 3036—21-2
[First published, 22nd May, 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } LOUIS CHEVA-
No 52. } LIER ET AL.,

Demandeurs; vs J. A. COTE ET AL., Défendeurs.
Comme appartenant aux défendeurs savoir:

1. Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, en la paroisse de Saint-Bernard, sur la quatrième rue, portant le numéro trois cent quarante-trois (343) au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, de cinquante pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise;

2. Deux terrains ou emplacements situés dans la ville de Shawinigan Falls, en la paroisse de Saint-Pierre, sur l'avenue de la Gare, connus et désignés sous les numéros trente-et-un et trente-deux de subdivision No 1480, du lot originaire numéro six cent vingt-huit du cadastre officiels de la paroisse de Sainte-Flore, 628-1480-31 contenant quarante pieds de largeur sur soixante pieds du côté nord et cinquante-trois pieds du côté sud, le lot 628-1480-32 mesure trente-cinq pieds de largeur sur cinquante-trois pieds du côté nord et quarante huit pieds du côté sud.

Pour être vendus savoir: l'immeuble en premier lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, en la ville de Shawinigan Falls, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 8 juin 1915. 3559—24-2
[Première publication, 12 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } PHILIAS LAFON-
No 423. } TAINE ET AL.,

Demandeurs; vs THOMAS FRANCOEUR, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, sur le rang Saint-Emile, connue et désignée sous le numéro trois cent cinquante et un vingt-cinq (351-25), de la subdivision du lot numéro trois cent cinquante et un (351), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, contenant trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur; bornée en front à la rivière Batiscan, en profondeur au rang Saint-Thomas, d'un côté au nord par Félix Ferron et de l'autre côté au sud par Joseph Francoeur—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 mai 1915. 3037—21-2
[Première publication, 22 mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } ULDORIC CA-
No 115. } RIGNAN, De-

mandeur; vs NARCISSE BOURASSA, Défendeur.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } LOUIS CHEVA-
No 52. } LIER ET AL.,

Plaintiff's; vs, J. A. COTE ET AL., Defendants.

As belonging to the Defendants, to wit:

1. A lot of land situate at Shawinigan Falls in the parish of Saint Bernard, on Fourth street, bearing the number three hundred and forty-three (343) upon the subdivision plan of the lot cadastral number six hundred and twenty-eight, upon the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice, of fifty feet in width by ninety two feet in depth, english measure, without warranty as to precise measurements.

2. Two lots of land or emplacements situate in the town of Shawinigan Falls, in the parish of Saint Pierre, on "Avenue de la Gare" known and designated as being subdivision numbers thirty one and thirty two of subdivision of No. 1480, of lot original number six hundred and twenty eight of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, 628-1480-31 containing forty feet in width by sixty feet on the north side and fifty three feet on the south side, the lot 628-1480-32 containing thirty five feet in width by fifty three feet on the north side and forty eight feet on the south side.

To be sold as follows to wit: the immoveable firstly above described at the church door of the parish of Saint Bernard, in the town of Shawinigan Falls, on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable secondly above described at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the THIRTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office. Sheriff.
Three Rivers, 8th June, 1915. 3560—24-2
[First published, 12th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } PHILIAS LAFON-
No 423. } TAINE ET AL.,

Plaintiff's; vs THOMAS FRANCOEUR, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Adelphe, on Saint Emile range, known and designated under the number three hundred and fifty one twenty five (351-25), of the subdivision of the lot three hundred and fifty one (351), upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, containing three arpents in width by twenty five arpents in depth; bounded in front by the River Batiscan, in rear by Saint Thomas range, on one side, towards the north, by Félix Ferron and on the other side, towards the south by Joseph Francoeur—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 18th May, 1915. 3038—21-2
[First published, 22nd May, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } ULDORIC CA-
No 115. } RIGNAN, Plain-

tiff; vs NARCISSE BOURASSA, Defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Un terrain situé à la Tuque, étant partie du lot numéro vingt-quatre-A-trois (pt. 24-A-3), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhot, en le comté de Champlain; mesurant cinquante pieds de front sur l'Avenue B, et sur soixante pieds de profondeur; borné en front à l'est par l'Avenue B, en profondeur au résidu du dit lot No 24-A-3, d'un côté au lot No 24-A-2 appartenant à Réal Gravel, et d'autre côté au lot No 24-A-5, appartenant à Fortunat Bertrand ou ses représentants—avec la maison qui sert d'hôtel y érigée, circonstances et dépendances.

2. Un lot de terre situé à la Tuque, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-neuf (29) du premier rang du canton Vallière, dans le comté de Champlain—avec la maison et dépendances y érigées. A distraire cependant du dit immeuble, cinq emplacements contenant chacun cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, lesquels ont été, avant ce jour vendus et cédés verbalement par le vendeur à Donat Lacroix, Edouard Lacroix, Philippe Dontigny, Alexandre Lacroix et Arthur Skeene, respectivement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque, en la ville de la Tuque, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Shérif.

Trois-Rivières, 18 mai 1915.

3039—21-2

[Première publication, 22 mai 1915].

As belonging to the said Defendant, to wit.

1. A lot of land situate at La Tuque, forming part of the lot number twenty four-A-three (Pt. 24-A-3), of the official plan and book of reference of the cadastre for the first range of the township of Mailhot, in the county of Champlain, measuring fifty feet in front on Avenue B, by sixty feet in depth; bounded in front, towards the east by Avenue B, in rear by the residue of said lot No. 24-A-3, on one side by the lot No. 24-A-2 belonging to Real Gravel, and on the other side by the lot No. 24-A-5, belonging to Fortunat Bertrand or his representatives—with the house used as a hotel erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate at La Tuque, known and designated as being the lot number twenty nine (29) of the first range of the township of Vallières, in the county of Champlain—with the house and dependencies erected thereon. To deduct however from said immovable five emplacements measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth each, english measure, which have previously been sold and transferred verbally by the seller to Donat Lacroix, Edouard Lacroix, Philippe Dontigny, Alexandre Lacroix and Arthur Skeene respectively.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zéphirin de La Tuque, in the town of La Tuque, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DUMOULIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Three Rivers, 18th May, 1915.

3040—21-2

[First published, 22nd May, 1915].

Avis du Gouvernement

Deschamps Frères, Limitée

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 juin 1915, constituant en corporation MM. Joseph Hector Deschamps, entrepreneur; Hector Deschamps, agent; Raoul Deschamps, commis; Alcide Deschamps, commis; Louis D. de Grandpré, comptable, de la ville de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie général pour le détail et de vente de liqueurs spiritueuses, conformément aux prescriptions de la loi des Licences de Québec; acquérir et vendre tous biens, effets, accessoires et marchandises qu'habituellement on acquiert, vend et dont on dispose dans les épiceries de détail et les magasins de liqueurs, et dont l'acquisition, la vente et le trafic pourront être jugés nécessaires à l'exercice de ce commerce, ou à l'augmentation et à l'expansion de l'étendue et des limites d'icelui; manufacturer tous articles, matériaux, effets, denrées et marchandises généralement acquis, gardés en magasins, achetés et vendus et dont on dispose dans ces magasins de détail, ou qui pourront être jugés nécessaires ou convenable à la mise en opération de ce commerce, à l'augmentation et à l'expansion de son étendue, et généralement, exercer le commerce de marchands en gros et en détail;

Etre agents ou représentants de manufacturiers ou de commerçants d'aucun des matériaux, articles, effets, denrées et marchandises mentionnés au paragraphe premier des présentes;

Faire aucune convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, la

Government Notices

Deschamps Frères, Limitée

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of June 1915, incorporating Messrs. Joseph Hector Deschamps, contractor; Hector Deschamps, agent; Raoul Deschamps, clerk; Alcide Deschamps, clerk; Louis D. de Grandpré, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general retail grocer and spirituous liquor merchant, according to the prescription of the Quebec License Act; for the acquisition and sale of all goods, wares, materials and merchandises usually acquired, sold and dealt in by retail groceries and liquor stores, or which may be thought necessary to be acquired, sold and dealt in for the purpose of carrying on such business, or increasing and expanding the scope and limits thereof; and to manufacture all articles, materials, goods, wares and merchandises usually acquired, carried, bought, sold and dealt in by such retail stores, or which may be necessary or convenient for the carrying into effect and increasing and expanding the scope of the said business and generally to carry on the business of wholesale and retail merchants;

To act as agent for, or representatives of, manufacturers of or dealers in any of the materials, articles, goods, wares and merchandise embraced within the provisions of paragraph I, hereof;

To enter into agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, consoli-

consolidation ou l'amalgamation avec une ou plusieurs personnes, sociétés ou corporations exerçant ou étant sur le point d'exercer le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, qui pourront directement ou indirectement profiter à la compagnie; recevoir et autrement acquérir des parts, obligations et autres valeurs de ces personnes, sociétés, corporations, les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Acquérir, posséder, détenir des biens fonds, les constructions et appartenances nécessaires à l'exercice du dit commerce, ou qui pourront être estimées convenables ou se rapportant à sa pratique, à l'augmentation de son étendue et au recul de ses limites;

Louer, prendre à bail, aliéner et disposer du tout ou de la majeure partie de l'entreprise ou du commerce de la compagnie et recevoir comme suite les actions, obligations, débentures et autres valeurs d'aucune personne, société ou corporation, sous le nom de "Deschamps Frères, limitée", avec un capital-action de vingt milles (\$20,000.00) piastres, divisé en huit cents (800) parts de vingt-cinq (\$25.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 5 juin 1915.

C. J. SIMARD,

3549-24-2 Sous-secrétaire de la province.

The Montreal Fish Company

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 juin 1915, constituant en corporation MM. Samuel Mozin, commis; Harry Conhaim, voyageur; Lazarus Payne, marchand; James J. Lazarus, marchand; Barney J. Lazarus marchand, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir la clientèle du commerce actuellement exercé par William Cohen, marchand, des cité et district de Montréal, sous la raison sociale et l'appellation de "The Montreal Fish Company", et la payer avec des parts acquittées et non sujettes à appel de la compagnie;

Faire le négoce de commerçants de fruits, d'importateurs et d'exportateurs de toutes les sortes de poissons et autres produits alimentaires provenant de la mer;

Exercer tout autre commerce, soit de manufacture ou autre, qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec le commerce susdit, ou jugé de nature à augmenter la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs;

Acquérir et assumer le tout ou aucune partie du commerce, de la propriété et des obligations d'aucune personne ou compagnie faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables aux fins de la compagnie;

Demander, acheter et autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres choses semblables, conférant un privilège limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucune invention qui pourra paraître susceptible d'être utilisée aux fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourra être calculé directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie; aussi, se servir, exercer, développer ou octroyer des licences relatives aux biens, privilèges et renseignements ainsi acquis, ou les faire autrement tourner au profit de la compagnie;

dation or amalgamation with any person or persons, firms or corporations carrying on, engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or which may directly or indirectly benefit this company, and to take or otherwise acquire, shares, bonds and other securities of any such person or persons, firm or corporation, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with same;

To acquire, own and hold real estate, buildings and appurtenances necessary for the carrying on the said business, or which may be deemed convenient for or incidental to the carrying on of the same or the expansion or enlargement of the scope and limits thereof;

To let, lease, sell, alienate and dispose of the whole or any major part of the undertakings or business of the company and to receive in payment therefor any stocks, bonds, debentures or other securities of any persons, firm or corporation, under the name of "Deschamps Frères, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3550-24-2 Deputy Provincial Secretary.

The Montreal Fish Company

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1915, incorporating Messrs. Samuel Mozin, clerk; Harry Conhaim, traveller; Lazarus Payne, merchant; James J. Lazarus merchant; Barney J. Lazarus, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire the goodwill of the business now carried on by William Cohen, merchant, of the city and district of Montreal, under the firm name and style of "The Montreal Fish Company", and to pay for the same in paid up and non-assessable shares of the company;

To carry on the business of fish dealers, importers and exporters of all kinds of fish and other sea foods;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on conveniently in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other informations as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

Faire des conventions pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant un commerce, engagée ou sur le point de s'engager dans des affaires et transactions, que cette compagnie est autorisée à exercer ou pratiquer, ou dans toutes affaires et transactions conduites de manières à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, prendre ou autrement acquérir les parts et valeurs des dites compagnies, les vendre, les garder, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Recevoir et autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

Généralement, acheter, prendre ou louer, échanger, bailer ou autrement acquérir tout bien personnel et réel, tous droits et privilèges que cette compagnie jugera nécessaires ou convenables aux fins de son commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, acquitter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, warrants, débiteures et autres documents négociables et transportables, sous le nom de "The Montreal Fish Company", avec un capital-action de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 5 juin 1915.

C. J. SIMARD,

3515—24-2 Sous-secrétaire de la province.

Quebec Engineering Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1915, constituant en corporation M. M. Charles-Edmond Taschereau, notaire public; Joseph Philias Cantin, notaire public; Arthur Laflamme, commis; Lillian Ferguson, sténographe; Alice Giguère, sténographe, de la cité de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, construire, ériger, faire commerce et vendre des ponts en bois, en fer, en acier, en maçonnerie, en béton, et en béton armé, et faire le commerce de la construction des ponts dans toutes ses ramifications, manufacturer, construire, ériger et trafiquer des structures métalliques dans toutes les diverses branches s'y rapportant; faire le commerce d'entrepreneurs pour la construction, la réparation et l'altération des ouvrages et entreprise d'un caractère public et privé; manufacturer, construire et trafiquer du fer et de l'acier ainsi que de leurs produits et de tous leurs dérivés; aussi, fondre, mouler, mettre en barres les fers et aciers de toute nature et description; exercer dans toutes ses branches le commerce de fabrication d'ouvrages en fer, d'ornementation et d'architecture, de fonderie, de machinerie et d'entreprise générale, et sous tous rapports, faire tout ce qui pourra être nécessaire à la réalisation des dits objets et pour la mise en exercice des dits pouvoirs et s'engager dans tout commerce de même nature ou s'y rattachant;

Posséder et exploiter, soit à l'aide de la vapeur, de l'électricité ou autre force motrice, des tramways et des voies ferrées d'évitement sur ou à travers les terres possédées ou sous le contrôle de la compagnie, ou sur ou à travers les terrains adjacents à ceux de la compagnie, avec le consen-

To enter into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Montreal Fish Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3516—24-2 Deputy Provincial Secretary.

Quebec Engineering Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1915, incorporating Messrs. Charles Edmond Taschereau, notary public; Joseph Philias Cantin, notary public; Arthur Laflamme, clerk; Lillian Ferguson, stenographer; Alice Giguère, stenographer, of the city of Quebec, for the following purposes.

To manufacture, construct, erect, deal in and sell wood, iron, steel, masonry, concrete and reinforced concrete bridges, and to carry on the business of bridge building in all its branches; to manufacture, construct, erect and deal in structural metal work in all the various branches thereof; to carry on the business of contractors and for the construction, repair and alteration of public and private works and undertakings; to manufacture, construct and deal in iron and steel and the products thereof in all the branches thereof; and to cast, smelt and roll iron and steel of all kinds and descriptions; and to carry on in all its branches the business of manufacturers of ornamental and architectural iron work, founders, machinists and general contractors, and in all respects to do all that may be necessary in the attainment of the said objects and in the exercise of the said powers, and to engage in any business of a similar or kindred nature;

To own and operate, either by steam, electricity or other power, tramways and railway sidings on or over the lands owned or controlled by the company, or on or over lands adjacent to the lands of the company, with the consent of the

tement du propriétaire ou détenteur d'iceux, et posséder et exploiter les locomotives et le matériel roulant s'y rapportant;

Construire ou acquérir par achat, louage ou autrement, posséder et exploiter pour son propre compte ou par bail, des remorqueurs, des barges et autres vaisseaux pour le touage et le transport des effets et marchandises de toute description, par voie d'eau, et généralement exercer le commerce d'expéditeurs, gardiens de quais et entrepositaires;

Construire, acquérir, louer et utiliser les chemins, quais, docks, jetées de ports, éleveurs, entrepôts, bureaux et autres constructions et accommodations nécessaires aux fins commerciales de la compagnie, les vendre et les aliéner en tout ou en partie;

Construire ou autrement acquérir posséder ou exploiter des travaux d'aqueduc en rapport ou alliés au commerce de la compagnie.

Renflouer, enlever, déplacer les vaisseaux qui ont été totalement ou partiellement coulés, échoués, mis hors de services ou endommagés, et construire, entreprendre et faire toute opération nécessaire au sauvetage des navires ou de la propriété maritime;

Prendre des contrats pour le travail d'ingénieurs et autres travaux comprenant l'usage des remorqueurs, des barges ou autre vaisseau et machinerie pour la navigation;

Exercer le commerce de magasins généraux et de maisons de pensions en rapport avec le commerce de la compagnie ou en dérivant;

Etablir et maintenir, contribuer à l'établissement et au maintien d'associations, institutions, fonds de secours et commodités jugés avantageux aux employés anciens et nouveaux de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou de ceux qui dépendent de ces personnes, accorder des pensions et des permis, faire des paiements pour l'assurance, souscrire et garantir de l'argent pour des fins charitables et de bienfaisance, ou pour aucune exposition, ou encore pour aucun but public ou général;

Etre agent pour tout individu, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer;

Former une association ou une organisation avec aucune compagnie pour la construction des ponts en fer ou en acier, ou avec tout individu ou société faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir par achat, louage ou autrement, des biens personnels ou réels, la clientèle, les franchises, droits, privilèges, contrats et créances de toute nature, utiles ou se rapportant au commerce de la compagnie, suivant les termes et conditions jugés convenables, de tout individu, société ou corporation et les payer argent comptant ou partie avec du numéraire ou des parts acquittées, obligations, ou autres valeurs de la compagnie ou autrement tel qu'il sera convenu et les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Acquérir, détenir et posséder des actions dans toute autre corporation faisant un commerce de même nature et les payer soit avec du numéraire ou partiellement avec du numéraire ou émettre des parts entièrement libérées de la compagnie en paiement total ou partiel d'icelles, ou autrement, tel qu'on pourra convenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, créer, posséder, mettre en opération la force motrice qui pourra être estimée nécessaire en rapport avec le commerce de la compagnie, et, vendre tout excédant de force motrice non requise

owner or holder thereof, and to own and operate the shunting engines and rolling stock incidental thereto;

To construct or acquire by purchase, lease or otherwise, and to own and operate on its own account or for hire, tugs, barges and other vessels for the towage and conveyance of goods and merchandise of every description, by water, and generally to carry on the business of forwarders, warfingers and warehousemen;

To construct, acquire, lease and use roads, wharves, docks, piers, elevators, warehouses, offices and other buildings or facilities necessary for the purpose of the company's business and to sell and dispose of the same or any part thereof;

To construct or otherwise acquire, and to own and operate waterworks in connection with or incidental to the company's business;

To raise, remove or relieve vessels which have been wholly or partially sunk, grounded, disabled or injured, and to undertake, contract for and carry out any operation necessary for the saving of ships or marine property;

To undertake contracts for engineering and other works involving the use of tugs, barges or other floating plant and machinery;

To carry out the business of general store-keepers and boarding house-keepers in connection with or incidental to the company's general business;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and licenses and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To act as agent for any individual, firm or corporation carrying on business similar to the business which this company is authorized to carry on;

To form a union or working arrangement with any iron or steel or bridge company, or with any individual or firm doing a business which this company is authorized to carry on;

To acquire by purchase, lease or otherwise, property real or personal, and the goodwill, franchises, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind, useful or incidental to the business of the company, upon such terms and conditions as may be deemed advisable, from any individual, firm or corporation and to pay for the same in cash or part cash or paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise as may be agreed upon and to sell or otherwise dispose of or otherwise deal with the whole or any portion of the same;

To acquire, hold and own shares in any other corporation doing business of a like nature and to pay for the same either in cash or part cash or to issue fully paid up shares of the company in payment or part payment therefor, or otherwise as may be arranged and to sell or otherwise deal with the same;

To acquire or generate, own and operate such power as may be deemed necessary in connection with the business of the company, and to sell any surplus power not required for the purpose of

pour les fins de la compagnie, dans les districts de Québec et de Trois-Rivières, le tout sujet aux lois et règlements de la province et des municipalités;

Exercer tout autre commerce dérivant des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée soit de construction, de manufacture, d'entreprise, de vente, d'entrepôts, de magasins ou autres dont l'exercice pourra être jugée utile en rapport avec celui de la compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute sorte, réelles et personnelles, pour dettes, engagements et obligations encourus ou à encourir en rapport avec les fins et objets de la compagnie s'en décharger ou en disposer pour le mieux;

Acquérir ou assumer en tout ou en partie les affaires, les biens, droits et obligations de toute personne ou compagnie faisant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens applicables aux objets de la compagnie, et s'associer à toute personne ou compagnie faisant un commerce de même nature;

Emettre en paiement de tout bien, privilèges ou droits acquis par la compagnie, ou en considération d'aucune union ou arrangement pour la réalisation des objets de la compagnie, des débetures ou du stock commun ou préférentiel entièrement libéré et non sujet à appel;

Faire des arrangements pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire un commerce ou un genre d'affaires pour lequel cette compagnie se fait autoriser, ou toutes affaires susceptibles d'être conduites de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement, prêter de l'argent, garantir l'exécution des contrats; ou autrement aider ces personnes et compagnies; prendre et autrement acquérir des actions et valeurs de ces compagnies, les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Louer, vendre ou autrement disposer de la propriété ou des entreprises commerciales de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement, pour des parts, obligations et débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, tout bien de la compagnie, et en particulier les actions, débetures ou valeurs de toutes compagnies appartenant à celles-ci, ou dont la compagnie pourra disposer;

Miner, fondre, mettre en barre, extraire ou autrement travailler le cuivre, l'étain, le zinc et autres métaux et alléages; manufacturer et trafiquer des métaux et alléages ainsi que de leurs produits généralement;

Manufacturer et trafiquer des obus, bombes, cartouches, étuis à cartouches, fusées, tubes, douilles, balles, capsules et toutes sortes de projectiles, munitions et explosifs utilisés, s'y rattachant;

Fabriquer et trafiquer des canons, mortiers, howitzers et canons de tous calibres, camions à canons, tourelles, vitonniers, garnitures de fusil, de toute description, charriots de munitions, chars blindés, autres véhicules et effets d'artillerie, généralement, des torpilles, sous-marins, vaisseaux aériens, et tous leurs accessoires et appartenances;

Exercer le commerce de navires, barges, cons-

the company, in the districts of Quebec and Three-Rivers, subject to the provincial and municipal laws and regulation;

To carry on any other business germane to the objects for which the company is incorporated, whether building, manufacturing, contracting, selling, warehousing, storing or otherwise, which it may be deemed useful to carry on in connection with the business of the company;

To take, acquire, and hold securities of any and every kind, real and personal, for debts and liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, rights and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of a property suitable for the purpose of this company, and to amalgamate with any person, or company carrying on business of a similar nature;

To issue in payment of any property, concessions or rights acquired by the company, or in consideration of any amalgamation or other arrangement for the pursuance of the company's objects, bonds or common or preferred shares of stock of the company as fully paid up and non-assessable;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engaged in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted, so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To lease, sell or otherwise dispose of the business property or undertakings of the company, or in part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To mine, smelt, roll, draw and otherwise work copper, tin, zinc and other metals and alloys, and to manufacture and deal in metals, alloys and the products thereof generally;

To manufacture and deal in shells, bombs, cartridges, cartridge cases, fuses, tubes, adapters, bullets, caps and all kinds of projectiles, ammunition and explosives used in connection therewith;

To manufacture and deal in guns, mortars, howitzers and cannons of all calibres, gun carriages, turrets, limbers and mountings of every description, ammunition waggons, armored cars and other vehicles and artillery generally, torpedoes, sub-marines and aircraft and all parts and appurtenances thereof;

To carry on the business of ship, barge and

truction de navires, dans toutes ses branches, y compris l'équipement;

Faire tout autre chose jugée nécessaire ou utile à la réalisation des objets susdits;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne doivent en aucune façon être limités ni restreints par référence à ou induction des tenues d'aucun autre paragraphe;

Pourvu, toutefois, que rien de contenu ou exprimé dans ces présentes ne sera interprété comme autorisant la construction et l'exploitation des chemins de fer, des lignes de télégraphe et de téléphone, le commerce de banque, l'émission du papier-monnaie, les affaires d'assurance ou d'une compagnie de prêt, par la dite compagnie;

Les opérations de la compagnie pourront être conduites dans toute la province de Québec, sous le nom de "Quebec Engineering Company, Limited", avec un capital action de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix parts (99) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,
3519—24-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie "The Canada Malleable and Steel Range Manufacturing Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle est M. Charles Abbot, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 5 juin 1915. 3513

AVIS.

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Saint-Romuald (Etchemin), le 20 juillet 1915, pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et payer l'honoraire exigible, soit: \$4.00.

Tous les porteurs de permis temporaires devront se présenter à cet examen.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous Ministre Terres et Forêts.
Québec, 10 juin 1915. 3551—24-2

boat building in all its branches, including the equipment thereof;

To do all such other things as may be deemed necessary or useful in the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Provided always that nothing in these presents expressed or contained shall be taken to authorize the construction and working of railways or of telegraph or telephone lines, of the business of banking, and the issue of paper money, of the business of insurance, or the business of a loan company by the said company;

The operations of the company to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "Quebec Engineering Company, Limited," with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,
3520—24-2 Deputy Provincial Secretary.

The Canada Malleable and Steel Range Manufacturing Company, Limited, has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Abbot, of Montréal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Québec, 5th June, 1915. 3514

NOTICE.

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at Saint Romuald (Etchemin), on the 20th July, 1915, to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and pay the fee exigible, viz.: \$4.00.

All holders of temporary permits must present themselves at this examination.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister Land and Forests.
Québec, 10th June, 1915. 3552—24-2

Avis Divers

Miscellaneous Notices

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 6 juillet 1915.—Examinations, 6th July, 1915.

No	NOMS. — NAMES.	PRÉNOMS. — SURNAMES.	AGE.	RESIDENCE.	COLLEGES.
1	Astrof.....	Harry.....	22	Montreal...	Cours de Boissieu.
2	Abinovitch.....	Ph.....	19	".....	Montreal High Sch. & McGill University.
3	Ballantyne.....	L. H.....	21	Westmount..	McGill University.
4	Beauset.....	Paul.....	21	Montreal...	Coll. Mont. Saint Louis et Coll. Sainte Marie.
5	Bernstein.....	Ben.....	22	".....	Montreal High Sch. & McGill University.
6	Burn.....	G. D.....	22	Ottawa.....	McGill University.
7	Chauvin.....	Gustave.....	20	Montreal...	Coll. Sainte Marie, Cours de Boissieu.
8	Chauvin.....	Jean.....	20	".....	Coll. Montreal & Coll. L'Assomption.
9	Demers.....	Maurice, Robt.....	18	".....	Coll. Sainte Thérèse & Coll. Sainte Marie.
10	Desaulniers.....	Jacques, L.....	22	".....	Ecole Olier & Coll. Sainte Marie.
11	Duverger.....	Paul.....	18	".....	Mont. Saint Louis, Shortell's Academy.
12	Frischling.....	Ranban.....	17	".....	Aberdeen & Belmont Schools.
13	Genest.....	Frank D.....	21	Westmount..	Ottawa Collegiate Institute.
14	Glazer.....	Ls.....	18	Montreal...	William Lunn School, Cours de Boissieu.
15	Kelly.....	Théod. J.....	20	".....	University of Ottawa.
16	Lavut.....	Ls.....	21	".....	McGill University.
17	Laurendeau.....	Chs A.....	20	".....	Coll. Sainte Marie.
18	Levine.....	Lyon.....	19	".....	Montreal High Sch. & McGill University.
19	Liverman.....	Max.....	25	".....	Catholic High Sch., Saint Kevins School.
20	Maillet.....	Roland.....	18	".....	Coll. Sainte Marie & Cours de Boissieu.
21	Malo.....	Aimé.....	20	".....	Sém. de Saint Hyacinthe, Cours Leblond de Brumath.
22	Martineau.....	J. C.....	20	".....	Coll. Sainte Marie.
23	O'Halloran.....	Melbourne.....	22	".....	McGill University.
24	Paquin.....	Ubalde.....	21	Outremont..	Coll. Sainte Marie & Cours de Boissieu.
25	Pelletier.....	Jos. Geo.....	27	Montreal...	Coll. L'Assomption, Ecole Normale J. C.
26	Piché.....	Edmond.....	23	".....	Coll. Sainte Marie, Cours de Kermeno.
27	Pickel.....	H. G.....	21	Westmount..	Sém. Saint-Hyacinthe & Cours de Boissieu.
28	Pontbriand.....	P. N.....	22	Sorel.....	Coll. Sainte Marie, Coll. Montréal.
29	Rainville.....	H. F.....	21	Montréal...	Mont. Saint-Louis, Coll. Sainte-Marie.
30	Ranger.....	F. Paul.....	19	".....	Coll. Sainte-Marie, Cours de Boissieu.
31	Renaud.....	Jos. R.....	22	".....	Sém. Sainte-Thérèse de Blainville.
32	Rodier.....	Jean.....	20	".....	Coll. Sainte-Marie, Cours de Boissieu.
33	Routhier.....	Eug.....	20	Ottawa.....	Sainte-Thérèse & Montréal.
34	Saint-Jacques.....	Louis.....	21	Montréal...	Sém. de Saint-Hyacinthe, Leblond de Brumath.
35	Savage.....	James P.....	17	".....	Chauveau's School, A. J. Male Sanders.
36	Tessier dit Lavigne.....	Yves.....	22	".....	Coll. Montréal & Coll. Sainte-Marie.

J. H. ARCHAMBAULT,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal 5 juin 1915.—Montreal, 5th June, 1915.

3547-47

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

1999

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Bigelow vs McShane.....	1512
" Blanchette vs Champagne.....	1513
" Burelle vs Marien.....	1511
" Cantin vs Levasseur.....	1514
" Cheranin vs Berson.....	1513
" Choquette vs St-Onge.....	1512
" Cimon vs Pelletier.....	1514
" Doyon vs Veilleux.....	1510
" Ethier vs Lapierre.....	1511
" Harbour alias Arbour vs Brunet.....	1514
" Guindon vs Belair.....	1515

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Perry vs Pease.....	1515
---------------------	------

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Québec, 4th April, 1914.

2000

Index of the Quebec Official Gazette. No. 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Kally vs Makeros.....	1512
" Leborgne vs Boissel.....	1512
" Lafèche vs Toupin.....	1513
" Litofsky vs Grabstein.....	1515
" Paul vs Shierer.....	1514
" Rémillard vs Marcell.....	1513
" Sabbath vs Bacher.....	1512
" Schierer vs Weininger.....	1514
" Spooner vs Bouchard.....	1512
" Trudeau vs Lemieux.....	1514

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Picard vs Crete.....	1513
--------------------------	------

ARRÊTÉS EN CONSEIL:—Annexion des cantons Latulipe et Botsford, 1497.

ASSOCIATION, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—L'Association des Employés des Postes de Montréal, 1504; L'Association Mutuelle de Bienfaisance des Employés de la Maison J. O. Gareau, Ltée, 1504; The Montreal Sailors Institute, 1505; The Occidental Fire Insurance Company, 1505; The Protestant Relief Society, 1505; The Society for the protection of Women and children, 1505; The Union Marine Insurance Coy, Ltd, 1504.

ANNONCEURS, avis aux:—1548.

AVIS:—Crédit Canadien Incorp., 1519; La Commission des Eaux Courantes de Québec, 1520.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS: The Canada Malleable and Steel Range Mfg., Coy, Ltd, 1546.

EN LIQUIDATION:—The Canadian Gold Fields Syndicate, Limited; 1520.

EXAMENS:—Barreau:—Montréal, 1547; Trois-Rivières, 1511.

EXAMEN:—Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec, 1546.

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Deschamps, Frères, Limitée.....	1541
Ideal Gas Company Incorp.....	1499
La Cie Neuville Ltée.....	1499
Majestic Realty Company, Incorporated...	1487

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE: — Bleury Realities Ltd, 1500.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Badeaux.....	1519
Choquette, Enreg.....	1518
Clermont.....	1518
Cohen & Haranovitch.....	1517
Dufour.....	1516
Farris.....	1519
Gervais & Laflamme.....	1517
Goldstein.....	1518
Habib.....	1516
Hendrik & Abbers.....	1517

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Brassard-Saint Michel des Saints, 1506; Causapsal Village-Causapsal Paroisse, 1507; Donnacona, 1509; Fontainebleau, 1508; Honfleur, 1508; Lac Chat, 1506; Lot 29 de Tingwick-Shipton, 1506; Nominique-Canton Loranger, 1508; Petit Saguenay, 1509; Rivière Croche, 1510; Shelbred-Nouvelle, 1510; Saint Barnabé-Saint Etienne des Grès, 1508; Saint Césaire village-Saint Césaire paroisse, 1509; Saint Etienne de Bolton, 1507; Saint François de Sales, 1506; Saint Ours, 1507; Saint Michel de Rougemont paroisse Saint-Michel de Rougemont village, 1509; Saint Thomas de Pierreville village-Saint-Thomas de Pierreville paroisse, 1510; Village de Lotbinière-Paroisse de Lotbinière, 1510.

NOMINATIONS:—

Conseillers municipaux: Notre Dame des Quinze, canton Guigues, 1498.

ORDERS IN COUNCIL:—Annexation of the townships Latulipe and Botsford, 1497.

ASSOCIATIONS, INSURANCE OR SOCIETIES:—L'Association des Employés des Postes de Montréal, 1504; L'Association Mutuelle de Bienfaisance des Employés de la Maison J. O. Gareau, Ltée, 1504; The Montreal Sailors Institute, 1505; The Occidental Fire Insurance Company, 1505; The Protestant Relief Society, 1505; The Society for the protection of Women and children, 1505; The Union Marine Insurance Coy, Ltd, 1504.

ADVERTISING, notice to:—1548.

NOTICE:—Crédit Canadien Incorp., 1519; The Quebec Streams Commission, 1520.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—The Canada Malleable and Steel Range Mfg., Coy, Ltd, 1546.

IN LIQUIDATION:—The Canadian Gold Fields Syndicate, Limited, 1529.

EXAMINATIONS:—Bar:—Montreal, 1547; Three Rivers, 1511.

EXAMINATION:—Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec, 1546.

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Municipal Debenture Corporation Ltd.....	1502
Quebec Engineering Coy, Ltd.....	1543
The Canadian Garment Coy, Ltd.....	1500
The Montreal Fish Coy.....	1542

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:—Bleury Realities Ltd, 1500.

FAILIS:—INSOLVENTS:—

Héritiers-Heirs Ajmo.....	1518
Lafleur (Dme).....	1517
Létourneau & Cie.....	1515
Loranger.....	1518
Lubin.....	1517
Ornstein.....	1516
Payette.....	1515
Scarborough.....	1518
Tremblay.....	1519
Ungar.....	1516

SCHOOLS MUNICIPALITIES:—Brassard-Saint Michel des Saints, 1506; Causapsal Village-Causapsal Parish, 1507; Donnacona, 1509; Fontainebleau, 1508; Honfleur, 1508; Lac Chat, 1506; Lot 29 of Tingwick-Shipton, 1506; Nominique-Canton Loranger, 1508; Petit Saguenay, 1509; Rivière Croche, 1510; Shelbred-Nouvelle, 1510; Saint Barnabé-Saint Etienne des Grès, 1508; Saint Césaire village-Saint Césaire paroisse, 1509; Saint Etienne de Bolton, 1507; Saint François de Sales, 1506; Saint Ours, 1507; Saint Michel de Rougemont paroisse Saint-Michel de Rougemont village, 1509; Saint Thomas de Pierreville village, Saint Thomas de Pierreville parish, 1510; Village de Lotbinière-Paroisse de Lotbinière, 1510.

APPOINTMENTS:—

Municipal Councillors:—Notre Dame des Quinze, township Guigues, 1498.

Président des commissaires d'écoles:—Les Etroits du Lac, 1498.	President of school commissioners:—Les Etroits du Lac, 1498.
ORDRE DE COUR:—Cardin <i>et al</i> vs Vigneault, 1521.	ORDER OF COURT:—Cardin <i>et al</i> vs Vigneault, 1521.
PROCLAMATION : —Prorogation des Chambres, 1498.	PROCLAMATION :—Parliament prorogued, 1498.
VENTE D'EFFETS NON RECLAMÉS :—Dominion Express Coy, 1521; Cie Chemin de Fer Québec Central, 1521.	UNCLAIMED SHIPMENTS: — Dominion Express Coy, 1521; Quebec Central Railway Coy. 1521.
VENTES PAR LES SHÉRIFFS:—	SHERIFFS' SALES:
ARTHABASKA:—Goulet vs Lefebvre, 1522; Roy (Dme) vs Viel, 1522; St-Germain <i>et al</i> vs Vaillancourt, 1522.	ARTHABASKA:—Goulet vs Lefebvre, 1522; Roy (Dme) vs Viel, 1522; St-Germain <i>et al</i> vs Vaillancourt, 1522.
CHICOUTIMI:—Tremblay vs Harvey, 1523.	CHICOUTIMI:—Tremblay vs Harvey, 1523.
JOLIETTE:—Rouleau vs Barrette, 1523; The St. Lawrence Flour Mills Co. Ltd vs Verret, 1523.	JOLIETTE:—Rouleau vs Barrette, 1523; The St. Lawrence Flour Mills Co. Ltd vs Verret, 1523.
KAMOURASKA:—Malenfant vs F. Asselin, Ltée, 1524.	KAMOURASKA:—Malenfant vs F. Asselin, Ltée, 1524.
MONTMAGNY:—Noel vs héritiers Lemieux, 1524.	MONTMAGNY:—Noel vs heirs Lemieux, 1524.
MONTREAL:—Berliner vs O'Connor, 1529; Bois- briand vs Dionne, 1534; Boisbriand (Dme) vs Dionne, 1535; Dupré & Marquette, Faillis, 1530; Dupré & Marquette, Faillis, 1528; Faust vs Dme Groulsee, 1527; La- marche (Dme) vs Desnoyers, 1527; La- moureux, Failli, 1530; Lamoureux Failli, 1527; Létourneux <i>esql.</i> , vs (Dme) Bru- net, 1526; Le Crédit Foncier Franco Cana- dien vs Quenneville, 1536; Le Crédit Mont- réalais Ltée vs Gaffney, 1534; Leduc, Failli, 1536; Marquette & Dupré, Faillis, 1500; Millen & Frères vs Borderie, 1528; Noisieux vs Lafrance, 1528; Péloquin vs Clermont, 1533; Racine <i>et al esql.</i> vs Prud- homme, 1535; Roy (Dme) vs Bourke, 1500; The Financial Trust Coy Ltd vs Godin, 1531; Tobin Manufacturing Coy vs Desaul- niers, 1526; Tremblay vs Invention and Promotion Ltd, 1533; Vineberg vs Adelson <i>et al</i> , 1525.	MONTREAL:—Berliner vs O'Connor, 1529; Bois- briand vs Dionne, 1534; Boisbriand (Dme) vs Dionne, 1535; Dupré & Marquette, Insolvent, 1530; Dupré & Marquette, In- solvents, 1528; Faust vs Dme Groulsee, 1527; Lamarche (Dme) vs Desnoyers, 1527; La- moureux, Insolvent, 1527; Lamoureux Insol- vent, 1530; Létourneux <i>esql.</i> , vs (Dme) Bru- net, 1526; Le Crédit Foncier Franco Cana- dien vs Quenneville, 1536; Le Crédit Mont- réalais Ltée vs Gaffney, 1534; Leduc, Insolvent, 1536; Marquette & Dupré, Insol- vent, 1500; Millen Frères vs Borderie, 1528; Noisieux vs Lafrance, 1528; Péloquin vs Clermont, 1533; Racine <i>et al esql.</i> vs Prud- homme, 1535; Roy (Dme) vs Bourke, 1500; The Financial Trust Coy Ltd vs Godin, 1531; Tobin Manufacturing Coy vs Desaul- niers, 1526; Tremblay vs Invention and Promotion Ltd, 1530; Vineberg vs Adelson <i>et al</i> , 1525.
QUÉBEC:—Lefebvre (Dme) vs Larivée, 1537; McNider & Co vs Baller, 1536.	QUEBEC:—Lefebvre (Dme) vs Larivée, 1537; McNider & Co vs Baller, 1536.
RIMOUSKI:—Bellavance vs Sénéchal, 1538; Levas- seur vs Saucier, 1537.	RIMOUSKI:—Bellavance vs Sénéchal, 1538; Levas- seur vs Saucier, 1537.
SAGUENAY:—La Banque Nationale vs Murray Bay Jockey Club, 1538.	SAGUENAY:—La Banque Nationale vs Murray Bay Jockey Club, 1538.
SAINT-FRANÇOIS:—Roy vs Bourque, 1539.	SAINT FRANCIS:—Yoi vs Bourque, 1539.
TERREBONNE:—Massie (Dme) vs Royal Agri- cultural Schools 1539.	TERREBONNE:—Massie (Dme) vs Royal Agri- cultural Schools 1539.
TROIS-RIVIÈRES:—Carignan vs Bourassa, 1540; Chevalier <i>et al</i> vs Côté <i>et al</i> , 1539; Lafon- taine <i>et al</i> vs Francoeur, 1540.	THREE RIVERS:—Carignan vs Bourassa, 1540; Chevalier <i>et al</i> vs Côté <i>et al</i> , 1539; Lafon- taine <i>et al</i> , vs Francoeur, 1540.